

Les Femmes Défont la Mondialisation

Un point de vue sexospécifique sur la Conférence internationale des Nations Unies
sur le financement du développement, 18-22 mars 2002, Monterrey, Mexique



PAIX
DÉVELOPEMENT DURABLE

égalité d'accès
droits de la personne
planète saine
justice économique
prise de décisions
ÉÉGALITÉ
égalité d'accès
droits de la



Fonds de développement
des Nations Unies pour la femme



Organisation des femmes
pour l'environnement et
le développement

Les Femmes Défont la Mondialisation

Un point de vue sexospécifique sur la Conférence internationale des Nations Unies
sur le financement du développement, 18-22 mars 2002, Monterrey, Mexique

Préface DE NOELEEN HEYZER, DIRECTRICE EXECUTIVE, UNIFEM	3
Introduction: De la parole à l'acte PAR JUNE ZEITLING, DIRECTRICE EXECUTIVE, WEDO	4
1. Le Consensus de Monterrey: Un échec contre le statu quo PAR JANICE GOODSON FOERDE	8
<i>Les problèmes, le processus et les résultats.</i> <i>Ce que les femmes voulaient, ce que nous avons obtenu et ce qui nous a bloqué.</i>	
• Le pouvoir d'influence: Le FdD, les Etats-Unis et l'APD PAR EMIRA WOODS	12
• La réunion ministérielle de Doha: Rien de bon pour le développement, rien de bon pour l'égalité entre les sexes PAR MARIAMA WILLIAMS	19
2. Les femmes dans l'économie mondiale: Problèmes, rôles et plaidoyers PAR NADIA JOHNSON	20
<i>Contrôler, analyser et suggérer des stratégies d'action pour transformer le cadre macroéconomique actuel.</i>	
• Où les mitraillettes protègent la crème glacée PAR MARTA BENAVIDES	21
• Pas de paix, pas de développement: le cas du Burundi, PAR LILIANE RUVAKUBUSA	22
• Le NEPAD, piège du sexe et de la pauvreté, PAR ZO RANDRIAMARO	24
• Dans les nouveaux Etats indépendants, les femmes paient le tribut de la dette PAR OKSANA KISSELYOVA	27
• Biens publics mondiaux: controverses, espoirs et craintes PAR MARINA FE B. DURANO	28
• Elargir le débat sur la Taxe Tobin mondiale PAR GIGI FRANCISCO	30
• Mettre le pouvoir entre les mains des communautés PAR DEVAKI JAIN	32
Ressources	35



Fonds de développement
des Nations Unies pour la femme



Organisation des femmes
pour l'environnement et
le développement

**WOMEN'S ENVIRONMENT &
DEVELOPMENT ORGANIZATION (WEDO)**

355 Lexington Avenue, 3rd Floor
New York, NY 10017, U.S.A
Tel: 212-973-0325; Fax: 212-973-0335
E-mail: wedo@wedo.org
www.wedo.org

WEDO est une organisation d'intervention internationale, aspirant à accroître le pouvoir des femmes dans le monde en tant que décideuses à tous les niveaux, des gouvernements, des institutions et des forums, pour aboutir à une justice économique et sociale, à bâtir une planète saine et paisible et aux droits de la personne pour tous.

UNITED NATIONS DEVELOPMENT FUND FOR WOMEN (UNIFEM)

304 East 45th Street, 15th Floor
New York, NY 10017, U.S.A
Tel: 212-906-6400; Fax: 212-906-6705
E-mail: unifem@undp.org
Website: www.unifem.undp.org

L'UNIFEM est le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme. Il apporte une assistance technique et financière à des stratégies et à des programmes innovateurs visant à promouvoir les droits de la personne,* la participation politique et la sécurité économique de la femme. Dans le système de l'ONU, l'UNIFEM veille à promouvoir l'égalité entre les sexes et relie les questions et les préoccupations de la femme aux ordres du jour à l'échelon national, régional et mondial, en encourageant la collaboration et en fournissant une expertise technique pour l'intégration d'une démarche sexospécifique et de stratégies d'émancipation de la femme.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNIFEM, de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées.

**UN POINT DE VUE SEXOSPÉCIFIQUE DE LA CONFÉRENCE
INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES SUR LE FINANCEMENT DU
DÉVELOPPEMENT, 18-22 MARS 2002, MONTERREY, MEXIQUE**

Directrice de publication: Joan Ross Frankson
Rédactrice en chef: Nadia Johnson
Consultante de rédaction: Gretchen Sidhu
Réviseur: Leslie Shaffer
Recherche et Documentation: Ayan Ali, Lenka Simerska,
Rebecca Worner
Conception: The Handy Design Company

Traduction: Ihsan Bouabid, Translate IT
Imprimé par Astoria Graphics sur du papier recyclé, sans chlore

Droits d'auteur© octobre 2002 ISBN: 0-9670314-9-4

* "Les droits de l'homme" est une terminologie qui est tombée en désuétude surtout parmi les féministes et autres public averti. De plus en plus, l'on parle de "droits de la personne" un terme neutre qui inclue tant les hommes que les femmes et de fait reflète les droits des femmes et ceux des hommes.

Préface

DE NOELEEN HEYZER

EN MA QUALITÉ DE DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FONDS DE développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), j'ai le plaisir d'appuyer les efforts tendant à inclure la femme et les perspectives féminines dans le processus d'élaboration de la mondialisation. L'appui de l'UNIFEM aux femmes pour qu'elles s'organisent pendant la préparation de la Conférence sur le financement du développement (FdD) fait partie de notre programme tendant à renforcer la sécurité et les droits économiques de la femme. Il répond au Programme d'action de Beijing (1995) qui a chargé l'UNIFEM "d'accroître les choix et les opportunités pour une émancipation politique et économique des femmes dans les pays en développement de sorte qu'elles puissent effectivement contribuer à/et bénéficier du développement de leurs pays et de leurs communautés".

La Conférence internationale sur le financement du développement a offert l'occasion de créer un système financier international fondé sur la démocratie, la transparence et la responsabilisation économique, et sur l'inclusion et l'émancipation de toutes les personnes, afin de garantir que les valeurs énoncées au Sommet du Millénaire deviennent une réalité, et que les ressources suivent la rhétorique. Elle a été une occasion d'oeuvrer en faveur d'un système mondial permettant aux femmes et aux hommes d'accroître leurs chances et d'améliorer leurs aptitudes, pour éliminer les inégalités entre les sexes qui inhibent le développement en freinant la productivité, l'efficacité et le progrès.

En m'adressant aux ministres et aux délégués à Monterrey, j'ai

réitéré ce à quoi les femmes se sont employées, partout: premièrement, l'accès à/et le contrôle des ressources productrices; deuxièmement, la reconnaissance et la valorisation du travail non rémunéré des femmes dans l'économie domestique; tercio, l'intégration d'une analyse sexospécifique quant à la manière dont les ressources nationales sont développées et dépensées et; quatrième-

ment, une participation accrue dans la prise de décisions économiques.

A Monterrey, j'avais conclu en déclarant: "Nous avons l'occasion aujourd'hui de définir avec exactitude comment, dans quelles limites temporelles et avec quels repères appropriés, peut-on ancrer un développement basé sur la transparence, la responsabilité et l'égalité, à travers les systèmes financiers nationaux et internationaux, et contrôlé quant à ses effets sur le progrès humain".

Sans doute, le message le plus clair résultant de la conférence est que les efforts déployés pour saisir ces chances de refaçonner et de transformer le processus de mondialisation devraient être constants et continus, et que l'organisation des femmes est une partie nécessaire et vitale de ce processus.

Ce rapport reflète cette réalité et explore les moyens dont disposent les organisations féminines et la société civile pour aller de l'avant. Le chemin à parcourir est ardu, certes, mais comme tel, il reflète et synthétise la longue ascension des femmes vers l'égalité, et bien qu'il soit difficile, il ne Saurait y Avoir de Retour.

Noeleen Heyzer est la Directrice Générale du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)

Le message le plus clair sans doute est qu'il faudrait que les efforts tendant à transformer le processus de mondialisation soient continus, et que l'organisation des femmes constitue une partie vitale de ce processus.

Introduction: De la parole à l'acte

PAR JUNE ZEITLIN

AU FIL DES TRENTE ANNÉES ÉCOULÉES, LES FEMMES ONT PARTICIPÉ ET se sont organisées dans les conférences internationales des Nations Unies pour promouvoir l'émancipation et les droits de la femme—depuis la Première Conférence sur la Femme à Mexico City en 1975, en passant par la Deuxième Conférence à Copenhague (1980), la Troisième à Nairobi (1985), et jusqu'à la Quatrième Conférence à Beijing en 1995. Lors de ces conférences, les femmes ont apporté des témoignages, des analyses, des propositions, des solutions et une énorme énergie. Nous avons attiré l'attention du public sur diverses circonstances d'ordre économique, sociale, environnementale et politique, et obtenu des engagements politiques de la part des Gouvernements et des institutions internationales pour redresser les torts.

Ces conférences ont constitué un succès sans précédent, fournissant par la même le ciment qui a scindé en un mouvement mondial divers réseaux régionaux et organisations de femmes, à travers les pays et ceux du Nord et du Sud et à travers un éventail de questions liées à la femme. Elles ont non seulement servi de forums pour le développement d'un ordre du jour mondial de la femme, mais elles ont également forcé les Gouvernements, dans les quatre coins du monde, à être à l'écoute de la problématique de la femme et à adopter des mesures pour répondre à nos doléances. Des questions telles que la violence à l'égard de la femme, la pauvreté et l'analphabétisme des femmes, la santé et les droits à la reproduction, ainsi que la sous-représentation de la femme dans le gouvernement, sont devenues parties intégrantes du discours public.

Les conférences des Nations Unies, qui ont eu lieu durant la décen-

nie des années 90, ont fourni aux femmes l'occasion de faire avancer d'un cran leurs revendications, et d'incorporer leurs préoccupations dans les agendas du développement humain et des droits de la personne au sein des Nations Unies. A partir de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), en 1992, à Rio de Janeiro, au Brésil, les femmes des quatre coins du globe ont convergé pour élaborer des stratégies et pour obtenir une reconnaissance formelle de leur rôle crucial dans la réalisation d'un nouveau type de développement qui soit durable du point de vue social, économique et écologique. Lors des conférences suivantes, les femmes ont arraché aux Gouvernements des engagements significatifs pour protéger et promouvoir les droits humains de la femme, la santé et les droits à la reproduction, la lutte contre la pauvreté et le développement social, et une grande plate-forme d'action politique, sociale et économique.

Les femmes ont concentré leurs énergies, à l'échelon local et mondial, sur la mise en oeuvre de ces engagements, et se sont battues pour que les gouvernements en soient comptables. Bien des choses ont été réalisées: des réformes juridiques ont eu lieu dans de nombreux pays pour définir les droits des femmes, des programmes pour pallier à la violence à l'égard de la femme ont été établis, le micro-crédit a été amplement institué en faveur de la femme et quelques femmes sont arrivées à occuper de hautes fonctions publiques. Mais, comme l'avait souvent déclaré la co-fondatrice de WEDO, Bella Abzug: "Nous avons les paroles, à présent il nous faut la musique. Et la musique, c'est l'action".

Qui se trouve en travers de la musique? Les réponses sont sim-

Le calendrier de la Conférence sur le FdD: Chronologie d'un processus

1997

20 juin 1997: En adoptant l'Agenda pour le développement, l'Assemblée générale des Nations Unies décide: "Il convient d'accorder une considération particulière aux modalités de conduite d'un dialogue intergouvernemental sur le financement pour le développement..."

18 décembre 1997: L'Assemblée Générale adopte la résolution A/RES/52/179 intitulée "Partenariat mondial pour le développement: considération de haut niveau international intergouvernemental sur le financement pour le développement", à l'issue de négociations basées sur un projet de

résolution proposé par le Groupe des 77 et la Chine. Elle établit un Groupe de travail spécial à composition non limitée pour faire des recommandations "sur la forme, la portée et l'agenda en vue d'une considération de haut niveau international intergouvernemental sur le thème du financement pour le développement..."

1999

22 décembre 1999: L'AG adopte la résolution A/RES/54/196 intitulée "Considération de haut niveau international intergouvernemental du financement pour le développement", qui élabore les décisions relatives

à la procédure pour la conférence FdD.

2000

30 mai-2 juin 2000: Reprise de la session d'organisation et première session de fonds du Comité préparatoire (PrepCom I). Documents: Deuxième Rapport du Bureau au Comité préparatoire (A/AC.257/8); Ordre du jour préliminaire adopté (A/AC.257/L.2/Rev.1).

2-5 août 2000: CESAP (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique), consultations régionales, Jakarta, Indonésie. Documents: Rapport final (A/AC.257/13)

6-7 novembre 2000: Audiences avec des représentants des ONG, New York.

9-10 novembre 2000: CEPALC: Commission économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, consultations régionales, Bogota, Colombie. Documents: Rapport final (A/AC.257/17).

15-22 novembre 2000: CEA: Commission économique et sociale pour l'Afrique, consultations régionales, Addis Abeba, Ethiopie. Documents: Rapport final (A/AC.257/14).

ples, hélas: POUVOIR ET ARGENT. Les domaines dans lesquels les femmes continuent à être à la traîne sont la prise de décisions politiques et économiques. Et, en dépit des avancées et des acquis dans les existences de beaucoup de femmes, en tant que groupe à l'échelle mondiale, les femmes demeurent les plus pauvres parmi les pauvres.

Il ne fait aucun doute que les défis de l'inégalité et de la féminisation de la pauvreté ont été exacerbés par la mondialisation rapide de l'économie. Il est désormais de notoriété publique que le modèle actuel de mondialisation, le Consensus de Washington, reposant sur une libéralisation commerciale et financière sans frein, sur la dérégulation et la privatisation, a approfondi les inégalités entre les peuples et entre les nations.

Pour ceux au bas de l'échelle économique, en particulier pour les femmes, qui assurent des rôles multiples en tant qu'agents économiques, personnes prodiguant des soins et chevilles ouvrières du foyer, les impacts négatifs sont exacerbés.

Les femmes de par le monde ont compris l'importance du processus de financement du développement; et qu'il faut que les engagements pris par les Gouvernements lors des précédentes conférences de l'ONU soient appuyés par des ressources. De nouvelles ressources nationales et internationales seraient nécessaires et celles-ci dépendent en partie de la suppression des inégalités structurelles du système économique mondial. En conséquence, l'accent mis sur le processus a été bien accueilli.

En partenariat avec l'UNIFEM, WEDO a exécuté le projet "Investir

dans les femmes", qui a permis à davantage de femmes travaillant au niveau des organisations de base et de la politique de participer activement au processus de la conférence sur le FdD. Le résultat en fut que les femmes ont parlé haut et fort à Monterrey. Elles ont exigé l'identification et la réallocation de ressources financières supplémentaires pour atteindre les objectifs de développement antérieurement approuvés par les Gouvernements.

La promesse du processus du FdD consistait à relier les ressources financières à la promotion du développement. Ce lien était censé écarter cette réunion, sponsorisée par l'ONU, de la routine des discussions financières du

Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, ainsi que d'autres institutions strictement financières. Elle devait aussi tenir lieu de forum où tous les pays, en développement et développés, auraient une voix réelle dans la formulation de la politique, et où la société civile aurait une chance réelle d'apporter son point de vue. Malheureusement, et comme l'a dit Foerde dans son évaluation du processus, ces promesses n'ont pas été réalisées. Tandis que d'une part, les

délégués des Gouvernements et des autres parties prenantes, principalement les institutions financières internationales, parlaient beaucoup des finances et des mécanismes financiers, il y avait d'autre part peu de volonté politique d'engager vraiment de nouvelles ressources ou de créer de nouveaux mécanismes. En pratique, il n'y a eu aucune discussion sur la façon dont les ressources existantes

Les promesses de la FdD étaient que les ressources nécessaires pour mettre en oeuvre une décennie d'engagements de la part des gouvernements en faveur du développement seraient identifiées et que les femmes réussiraient à avoir un impact réel.

23-24 novembre 2000: CESA0 (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale), consultations régionales, Beyrouth, Liban. Documents: Rapport final (A/AC.257/16).

6-7 décembre 2000: CEE (Commission économique pour l'Europe), consultations régionales, Genève, Suisse. Documents: Rapport final (A/AC.257/15).

11-12 décembre 2000: Audiences avec la communauté des affaires, New York.

2001

Janvier 2001: Rapport du Secrétaire général au Comité pré-

paratoire pour la rencontre de haut niveau international inter-gouvernemental sur le financement du développement, ONU, New York. <http://esa.un.org/ffd/policydb/sgreport.htm>.

12-23 février 2001: Deuxième session de fonds du Comité préparatoire (PrepCom II). Documents: Rapport du Comité (A/AC.257/L.5). Le Comité des ONG décide de tenir un Forum de la Société Civile sur le financement du développement, parallèle à la conférence officielle.

2-8 mai 2001: Troisième session de fonds du Comité préparatoire (PrepCom III), 1ère Partie.

Organisation des travaux. Documents: Rapport du Comité à sa troisième session (A/AC.257-22, Cor.1, Add. 1).

15-19 octobre 2001: Reprise de la Troisième session de fonds du Comité Préparatoire (2ème partie (PrepCom III cont.)). Documents: Rapport du Comité sur la reprise de sa troisième session (A/56/28).

2002

14-27 janvier 2002: Quatrième session de fonds du Comité préparatoire (PrepCom IV). Documents: Cinquième rapport du Bureau (A/AC.257/33); Projet de texte du Consensus de Monterrey

approuvé le 27 janvier 2002 (A/AC.257/32).

14-16 mars 2002, Monterrey, Mexique: Forum mondial des ONG: Financement du droit à un développement durable et équitable

18-22 mars 2002, Monterrey, Mexique: Conférence internationale sur le financement du développement.

pourrait effectivement dynamiser le développement. En fait, comme lors de la Quatrième Réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001 à Doha, Qatar (page 20), où le libre commerce était perçu comme une fin en soi plutôt qu'un moyen de faire progresser le développement humain et la prospérité mondiale, le "financement" est aussi devenu une fin en soi et pour soi. Bien que les pays en développement étaient présents, leurs voix—si évidentes dans les avant-projets du Consensus de Monterrey et le document négocié de la conférence, ont été mises en sourdine dans le texte final. De même, les préoccupations de la société civile de manière générale ont été trop fréquemment ignorées.

Comme le Caucus des Femmes l'a noté dans une de ses dernières interventions, à la Table ronde sur "Regard sur l'avenir", "Les femmes ont été activement engagées dans le processus de la Conférence du financement pour le développement. Nous y avons participé en toute bonne foi. Mais nous n'avons pas été "entendu". Comme nous l'avons clairement souligné dans la Déclaration du Forum des ONG, nous désapprouvons le Consensus de Monterrey. De crainte que notre participation soit mal interprétée, le Caucus des Femmes s'était catégoriquement dissocié du consensus et déclarait ne pas y adhérer.

Nous sommes profondément préoccupées par le peu de progrès accompli dans la mise à disposition de ressources financières suffisantes pour un développement durable. Les ressources pour atteindre les objectifs de Développement du Millénaire (MDG) n'ont pas encore été dégagées. Les perspectives sont même pis pour un ordre du jour plus élargi du développement..."

Nombreux sont ceux qui à l'ONU et certainement beaucoup de représentants des Gouvernements ont parlé de la "trinité" des conférences—la ministérielle de l'OMC à Doha, la FdD à Monterrey et le Sommet mondial de l'ONU sur le développement durable (WSSD) à Johannesburg en août/septembre 2002. Ces conférences étaient liées les unes aux autres car, ensemble, elles étaient supposées traiter du commerce et du financement mondial pour attein-

dre un développement durable. Doha, saluée par certains Gouvernements comme une "percée" après l'impasse politique de la Conférence ministérielle de Seattle en novembre 1996, était supposée déboucher sur un nouveau round de "développement". Or, il existe beaucoup de désaccords et d'incertitudes concernant la nature exacte des accords conclus à Doha et, maintenant, même certains pays en développement qui y étaient présents s'interrogent sur la pertinence et sur l'utilité de son résultat. Pourtant, quelques pays industrialisés, les Etats-Unis à leur tête, se sont évertués à ancrer le langage de Doha dans les documents de Monterrey et de Johannesburg. Les efforts des ONG et de plusieurs pays en développement tendant à se pencher, une nouvelle fois, sur des questions liées au commerce, tels que les subventions préjudiciables ou qui biaisent le commerce, ont été vaincus dans ces deux conférences car, comme nous nous le sommes entendus dire, le commerce a déjà été traité à Doha.

Monterrey était censé examiner à fonds cinq mécanismes financiers pour identifier de nouvelles ressources destinées au développement. Ceux-ci comprenaient une mobilisation des ressources nationales, les investissements étrangers directs (IED), le commerce, l'assistance publique au développement (APD) et la réduction de

la dette. La conférence sur le FdD a également abordé des questions systémiques, qui auraient pu inclure un examen de la gouvernance mondiale par les institutions financières internationales. Durant le processus de la FdD, les pays en développement ont mis l'accent sur la nécessité d'avoir des sources internationales de financement. Cette requête a été fortement contestée par les pays industrialisés, par les Etats-Unis en particulier, qui ont souligné à maintes reprises qu'il fallait que le document se concentre à 90 pour cent sur les ressources nationales, et à 10 pour cent sur les ressources internationales. Le Consensus final de Monterrey porte l'accent sur la mobilisation des ressources nationales.

En termes de ressources internationales, le Consensus de

Grâce à leurs expériences, riches et diverses, et à des analyses approfondies reliant la durabilité, l'égalité et les droits de la personne, les femmes sont en passe de forger un nouveau paradigme de développement, profitable à toute l'humanité.

Abréviations utilisées dans ce rapport

ADPIC: Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

APD: Aide publique au développement

BM: Banque mondiale

BPM: biens publics mondiaux

CDF: Cadre de développement de pays

CEDAW: Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme

CEE/NEI: Europe centrale et de l'Est/ Nouveaux Etats indépendants

DSRP: Documents stratégiques de réduction de la pauvreté

FMI: Fonds monétaire international

GATS: Accord général sur les services et le commerce

GDP: croissance, emploi et redistribution

IBW: Institutions de Bretton Woods

IED: investissement étrangers directs

IFI: institutions financières internationales

MCA: Millenium Challenge Account

NEPAD: Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

OCDE: Organisation de coopération et de développement économiques

ODM: Objectifs de développement du Millénaire

OMC: Organisation mondiale du commerce

ONU: Organisation des Nations Unies

PAM: Pays les moins avancés

PAS: Programmes d'ajustement structurel

PNB: Produit national brut

PPTE: pays pauvres très endettés

SWAPs: Approches par secteur

ST: sociétés transnationales

TTM: taxe sur les transactions monétaires

Monterrey contient peu d'engagements nouveaux—il réitère Doha sur le commerce, encourage les investissements privés et un environnement national propice, il réaffirme l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés sur la réduction de la dette, et continue à inviter les pays donateurs/créditeurs à atteindre l'objectif de 0,7 pour cent de l'APD, sans aucun calendrier spécifique. En substance, la conférence FdD a laissé en place le modèle économique du consensus de Washington. Les Gouvernements ont appelé à un développement durable, sensible à la sexospécificité, centré sur la personne, mais n'ont pas altéré l'architecture financière ou les mécanismes financiers existants pour mettre les paroles en musique.

Une fois de plus, on nous a déclaré que le développement durable serait abordé au Sommet mondial sur le développement durable. Ayant en mémoire les acquis des femmes dix années auparavant au Sommet de la Terre de Rio, nous nous sommes frénétiquement préparées pour Johannesburg. Nous savions que les doléances des femmes et de toute l'humanité étaient plus importants et plus urgents que jamais. Le fossé entre les riches et les pauvres, entre les peuples et les nations, se creuse chaque de plus en l'environnement en perpétuel dégradation. Nous craignons que ce soit la dernière chance pour que les Gouvernements du monde—rassemblés sous les auspices de l'ONU—changent, de la collision actuelle entre les riches et les pauvres, à une approche qui mette en oeuvre les trois piliers du développement durable (l'économie, le social et l'écologie) pour tous les peuples et pour la Planète.

En dépit de l'urgence des besoins et des réclamations de la société civile et des Sud-africains sans terre et des pauvres, à l'extérieur du centre de la conférence, il n'y avait pas de volonté politique ou de pouvoir suffisant pour s'écarter du paradigme économique actuel vers un autre mettant l'accent sur un développement durable. En fait, aucune nouvelle disposition institutionnelle n'a vu le jour pour mettre les piliers sociaux et environnementaux du développement sur un pied d'égalité avec le pilier économique. La suprématie de l'OMC était réaffirmée. Les questions en rapport avec la protection de l'environnement, les droits de l'homme ou les droits du travail (aucune mention de l'égalité entre les sexes) étaient de simples façades. Ainsi, bien que les femmes aient obtenu certains acquis nouveaux, cette triade de réunions mondiales, de Doha à Monterrey puis Johannesburg, n'a pas réussi à nous mettre sur le chemin de l'égalité entre les sexes, de l'éradication de la pauvreté et du développement durable.

Ce rapport est un outil précieux pour les décideurs, les universitaires et les militant(e)s des droits de la personne en vue de promouvoir une meilleure compréhension des dimensions sexospécifiques du processus du FdD, précisément les expériences des femmes dans l'économie mondiale, et les mesures à mettre en oeuvre pour s'attaquer véritablement à la pauvreté. Dans la première section, Janice Goodson Foerde emprunte la route cahoteuse que les femmes ont traversée tout au long du processus conduisant à la conférence du FdD, et procède à une analyse sexospécifique des résultats du Consensus de Monterrey. Dans la deuxième section, Nadia Johnson rend compte des rôles et des problèmes de la femme dans l'économie mondiale de marché. Elle décrit quelques unes des innovations apportées par les femmes pour incorporer une démarche sexospécifique dans la prise de décisions économiques. Tout le long du rapport, plusieurs participantes à travers le monde ont offert des témoignages de premier ordre des préoccupations régionales et ont fourni une expertise sur des questions variées.

Parties Prenantes

1. Gouvernements/Etats membres de l'ONU
2. Institutions:
 - Institutions de Bretton Woods: Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale (BM)
 - Organisation mondiale du commerce (OMC)
 - Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
 - Banque des Règlements Internationaux (BRI)
 - Banque régionale de développement
3. Système de l'ONU:
 - Commissions, Fonds, Programmes et Organisations
4. ONG commerciales, groupes d'intérêt et compagnies
5. Organisations de la société civile

Principaux Blocs de Négociation

- G-77/Chine: Regroupement de plus de 133 pays en développement et de la Chine. La présidence est assurée par chaque région sur une base annuelle.
- Union européenne (UE): Actuellement 15 pays. La présidence change tous les six mois.
- Etats-Unis

Le rapport s'achève sur des stratégies d'action.

Les directions suggérées sont claires: nous, femmes, devons continuer à réclamer à nos gouvernements d'honorer les engagements qu'ils ont pris et nous devons utiliser toutes les plates-formes, disponibles, nationales et internationales pour inciter à la transparence et à la responsabilisation. Nous devons revisiter nos engagements envers nos communautés et nous organiser. Comme les participantes l'ont si éloquemment décrit dans le présent rapport, les femmes subissent l'impact des forces économiques multiples (mondiales et locales) dans leurs existences quotidiennes. La plupart des femmes ne connaissent pas le jargon actuel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), mais elles peuvent certainement décrire les effets de ces politiques sur leurs vies de tous les jours.

En tant que femmes citoyennes du monde, nous continuerons à mettre l'accent et à tisser des liens, du national à l'international au national. Nous redoublerons nos efforts pour accroître l'alphabétisation économique de la femme, pour renforcer l'aptitude à faire des analyses économiques, pour expérimenter différentes approches et pour plaider en faveur de politiques répondant aux besoins de la femme. Grâce à notre expérience, riche et diversifiée, et à des analyses approfondies reliant la durabilité, l'égalité et les droits de la personne, nous sommes en passe de forger un nouveau paradigme de développement qui ne soit pas uniquement avantageux pour les femmes et les enfants mais pour la communauté humaine toute entière.

June Zeillin est la Directrice exécutive de l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO).

Le Consensus de Monterrey: Un échec contre le statu quo

PAR JANICE GOODSON FOERDE

L'EXAMEN RÉCENT PAR LES NATIONS UNIES DES QUESTIONS RELATIVES au financement du développement a s'est parachevé en mars 2002 avec la tenue à Monterrey, au Mexique, de la Conférence internationale sur le Financement du Développement. Lorsque ce processus était amorcé en l'an 2000, il a été qualifié d'approche novatrice pour promouvoir les plans d'action et les initiatives adoptés, mais rarement mis en oeuvre, durant la précédente décennie de conférences et de sommets mondiaux sur un éventail de questions en rapport avec le développement.

Dès la Conférence de l'ONU sur l'environnement et le développement (CNUED) en 1992, les femmes de différentes parties du monde, ayant déployé des stratégies conjointes, ont obtenu une reconnaissance formelle de leur rôle crucial dans la réalisation d'un développement durable du point de vue social, économique et écologique. A l'occasion des conférences qui se sont succédées au fil des années 90, notamment la Conférence mondiale sur les droits de la personne (CMDH) en 1993 à Vienne, en Autriche; la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) en 1994 au Caire, en Egypte; le Sommet mondial sur le développement social à Copenhague, au Danemark (1995); et la Quatrième Conférence mondiale sur la femme à Pékin, en Chine (1995), les femmes ont fait avancer leur ordre du jour, obtenant des engagements des Gouvernements pour protéger et promouvoir les droits de la personne et les droits et la santé reproductive de la femme, et pour adopter des mesures pour une vaste plate-forme d'objectifs de développement politique, économique et social.

Or, tandis que les femmes luttèrent pour que les Gouvernements rendent des comptes concernant l'application de leurs engagements, les défis de l'inégalité et de la féminisation de la pauvreté ont été exacerbés par la mondialisation rapide de l'économie. Pour les femmes donc, le processus conduisant à la conférence sur le FdD renfermait un grand potentiel, puisqu'il était centré sur les identification des ressources et sur les mécanismes de financement des engagements en faveur du développement pris lors des conférences des années 90 et du Sommet de l'ONU sur le Millénaire tenu en septembre 2000 à New York, qui a affirmé nombre de ces objectifs.

Les femmes, qui ont gardé l'oeil pendant des années sur les tendances dans six aspects critiques du financement du développement—mobilisation des ressources nationales, mobilisation des ressources internationales, commerce, coopération internationale, dette extérieure et questions systémiques—ont pris à bras le corps l'occasion d'arriver à une compréhension plus commune de ces problèmes interdépendants et de bâtir un consensus pour la mise en oeuvre des engagements antérieurs. La conférence sur le FdD était

perçue comme un moyen nécessaire à la réalisation d'un développement durable pour tous, prenant en compte à la différence entre les sexes, et centré sur l'individu, un concept qui donne à penser que les questions liées au développement de la femme, notamment la distribution équitable des revenus et une égalité d'accès aux ressources de production et au développement humain, doivent constituer des thèmes centraux et transversaux.

Comme il s'est avéré, le Consensus de Monterrey, le document final que les Gouvernements ont signé à l'issue de la conférence au Mexique, conserve la définition populiste du "développement" (par. 8,9). Pourtant, en dépit d'une grande participation de grandes autorités et de l'enthousiasme des femmes et des autres parties

prenantes, au bout du compte, le Consensus de Monterrey n'a pas réussi à défier le cadre macroéconomique actuel qui perpétue les déséquilibres, l'inégalité et les souffrances dans le monde.

Le Consensus de Monterrey: Les lacunes et les acquis

Les ONG avaient de grandes attentes et nourrissaient des espoirs pour le Consensus de Monterrey, fondés sur le document de travail final. Mais le texte a été progressivement altéré pendant le

processus de négociation. Il est particulièrement faible en ce qui concerne les types de changements systématiques et les analyses sur la parité des sexes qui auraient signifié une réelle différence pour les femmes et pour les pauvres.

Beaucoup de lacunes du Consensus de Monterrey émanent d'un facteur central: son incapacité à traiter des mauvaises politiques du cadre macroéconomique actuel—dérégulation, privatisation, libéralisation commerciale et financière—qui ont grossi les rangs des pauvres dans le monde, en particulier des femmes, et ont conduit à un accroissement de l'inégalité à l'échelle mondiale. Connue comme le Consensus de Washington, ce modèle économique néolibéral repose quasi exclusivement sur la libéralisation du commerce et sur les investissements étrangers pour dynamiser le développement économique, accordant peu de poids, hormis de bonnes paroles, au développement humain ou à la protection de l'environnement.

Des coups pour l'égalité entre les sexes: En s'attachant au modèle du Consensus de Washington, il était impossible aux Gouvernements de considérer les réalités économiques des conditions de vie des femmes. Bien qu'il soit généralement admis que les femmes constituent la majorité des pauvres dans le monde, le consensus atteint par les Gouvernements à Monterrey est pratiquement exempt d'une analyse sexospécifique et ne reflète qu'un engagement limité en faveur de l'égalité entre les sexes.

Le document accorde peu de reconnaissance à la position particulière de la femme sur le marché de l'emploi—concentrée dans le secteur informel, dans le secteur de l'agriculture rurale et dans des

Au bout du compte, la conférence sur le financement du développement n'a pas réussi à défier le cadre macroéconomique actuel qui perpétue les déséquilibres mondiaux, l'inégalité et les souffrances.

postes à faible salaire dans le marché de l'emploi formel—et à l'impact différencié et négatif des politiques économiques mondiales sur ces secteurs. Il n'a pas non plus reconnu que les femmes sont celles qui souffrent le plus des aspects préjudiciables du style néolibéral de mondialisation en termes de responsabilités familiales et communautaires supplémentaires puisque les services sociaux sont privatisés, réduits ou éliminés.

Le lien entre la sexospécificité et d'autres formes d'équité et la macroéconomie est ignoré. Sous la mondialisation économique libérale, les rôles multiples de la femme au foyer, au sein des collectivités et dans la main d'oeuvre rémunérée, ont abouti à la marginalisation, à l'exploitation et, finalement, à la féminisation de la pauvreté. Il faut une solution structurelle pour remédier à ce genre de discrimination structurelle.

Grâce essentiellement aux efforts du Women's Caucus, le Consensus de Monterrey contient, ici et là, quelques références soucieuses de la parité entre les sexes, même si les Gouvernements ont accepté bien moins de références que celles qui ont été proposées. La section "Rester engagés"(par.68-73) encourage à une coopération accrue entre les Nations Unies et les institutions financières internationales—Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI) et Organisation mondiale du commerce (OMC)—dans la mise en oeuvre des engagements pris aux conférences antérieures, un grand acquis pour le militantisme féminin. Et il existe une référence à une budgétisation pour le social et la parité, même s'il ne s'agit que d'un exemple illustrant l'appui aux "efforts qui sont faits à l'échelon national dans les pays en développement et les pays en transition pour renforcer les capacités nationales dans l'édification des capacités des pays en développement et des pays à économies de transition" (par.19).

Dans la section consacrée à la mobilisation des ressources nationales (par.10-19), "la protection des droits des travailleurs et la sauvegarde de l'environnement" sont citées en même temps que "l'autonomisation des femmes", mais uniquement dans le contexte

de la mise en place de "cadres législatifs et réglementaires qui encouragent l'initiative publique et privée(...) dans le respect des législations nationales". Même sans l'amalgame de "l'autonomisation des femmes" et des "droits des travailleurs", aucune nouvelle suggestion n'a été faite en vue d'atteindre ces objectifs.

Le document encourage les parties prenantes à: "intégrer une démarche de parité entre les sexes dans les politiques de développement à tous les niveaux et dans tous les secteurs (...) pour renforcer l'efficacité de l'appui du système économique mondial au développement" (par. 64). Or, des propositions antérieures plus solides en vue d'intégrer une démarche de parité entre les sexes dans les institutions internationales financières et de développement, fondamentale pour les objectifs de la conférence sur le FdD d'élimination de la pauvreté et de développement durable, n'ont pas réussi à passer la phase finale.

Placer quelques références, ici et là, dans le document final ne peut faire avancer la lutte contre la discrimination entre les sexes, raciale et contre les autres formes d'injustice. Des réformes de longue portée et des étapes à long terme sont nécessaires pour pallier aux relations inégales de pouvoir inhérentes au modèle économique actuel.

Divisions Nord/Sud, Riches/Pauvres: Le Consensus de Monterrey se conjugue également avec une économie mondiale discriminatoire et inégalitaire, avec un accentuation des déséquilibres entre les pays du Nord et du Sud et les pays de l'ex-Union Soviétique, ainsi qu'au sein des nations.

Des choses peu réalistes sont exigées des pays en développement, tandis que les nations développées ne sont tenues qu'à quelques obligations. La priorité a été accordée à la mobilisation des ressources nationales, qui fait peser la responsabilité du développement sur les Gouvernements à l'échelon national même s'il est uniquement requis des donateurs internationaux qui dictent les termes—par l'ouverture des marchés nationaux au libéralisme du

Définition des problèmes du financement du développement

1. Mobiliser des ressources financières nationales au service du développement:

Instaurer un climat national favorable en remédiant à plusieurs problèmes de gouvernance nationale et de prises de décisions macroéconomique.

2. Mobiliser des ressources internationales au service du développement:

Stimuler les flux de capitaux privés aux fins du financement du développement en favorisant les flux privés, en particulier les flux à long terme; étendre l'acheminement des flux des investissements étrangers directs vers davantage de pays en développement et de pays en

transition; pallier à l'impact des investissements des sociétés transnationales dans les pays en développement; promouvoir, dans les pays d'origine et de destination, des mesures propres à atténuer la fébrilité des capitaux à court terme.

3. Commerce: Ouvrir davantage tous les marchés aux exportations des pays en développement;

remédier aux problèmes liés à la libéralisation du commerce et aux politiques commerciales internationales et régionales comme celles de l'OMC; renforcer la coopération régionale dans le commerce mondial.

4. Renforcement de la coopéra-

tion financière internationale pour le développement:

Augmentation de l'aide publique au développement (APD) pour atteindre les objectifs consistant à lui consacrer 0,7% du produit national brut (PNB) tout en améliorant son efficacité et son efficacité; séparer le financement de l'APD des biens mondiaux publics; explorer internationalement les initiatives coopératives de taxes telles que la taxe sur les transactions monétaires.

5. Dette extérieure: S'attaquer aux problèmes de la dette des pays en développement; améliorer et renforcer l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPE);

explorer les moyens d'éviter une récurrence des crises de la dette; apporter une assistance technique pour la gestion de la dette; évaluer les politiques de prêt de la Banque mondiale et du FMI.

6. Problèmes systémiques:

Améliorer la gouvernance et la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux.; améliorer la gouvernance économique mondiale; promouvoir la responsabilisation, la transparence et une plus large participation dans la prise de décisions et dans l'élaboration des normes; renforcer le rôle de l'ONU dans la prise de décisions économiques internationales.

marché et aux investissements étrangers directs—de prendre des mesures “volontaires”. Ce déséquilibre va à l’encontre des pauvres, des pays en développement, mais n’est pas perçu comme une violation du droit de ces pays au développement.

Mobilisation de nouvelles ressources financières: La Coopération internationale a été affaiblie par l’opposition des Etats-Unis à consacrer un minimum de 0,7 pour cent du produit intérieur brut (PNB) à l’assistance publique au développement (APD), et ce, en dépit du fait que les Gouvernements s’étaient mis d’accord sur ce taux dans d’autres réunions et documents de l’ONU. Les références à cet objectif félicitent les pays qui ont atteint l’objectif de 0,7 pour cent (Danemark, Norvège, Pays-Bas, Suède, d’une manière constante ; et le Luxembourg, depuis l’an 2000), mais d’autres pays sont seulement “invités” à atteindre cet objectif (par.42). Dans la période allant de la dernière réunion préparatoire, à la fin janvier 2002, jusqu’à la conférence en mars, une pression accrue a été exercée pour que les pays prennent des engagements individuels en signe de bonne foi. Les 30 milliards de dollars d’APD supplémentaire promis par l’Union Européenne et par les Etats-Unis pour les prochaines années en sont un exemple, même si ce montant est loin des 50 milliards de dollars annuels des besoins estimés par la Banque mondiale.² Le Consensus de Monterrey contient également un plan pour que les pays donateurs utilisent plus efficacement les fonds sans augmenter les financements, en améliorant la qualité de l’aide ou en transférant les sources de financement.

Aucun mécanisme n’a été introduit pour mobiliser des nouvelles ressources financières en vue d’atteindre les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, approuvée par 189 Gouvernements au Sommet de l’ONU pour le Millénaire (2000). Seuls l’APD, la réduction de la dette, les investissements étrangers, le commerce et les ressources nationales sont considérés comme des sources potentielles de ressources supplémentaires. Dans la section sur l’assistance au développement, les Gouvernements sont convenus “d’étudier, dans les enceintes appropriées, les résultats de l’analyse exploratoire demandée au Secrétaire Général sur les sources novatrices de financement”. Ils ont noté la proposition d’utiliser les droits de tirage spéciaux pour le développement, en estimant néanmoins que l’affectation de ces droits doit être conforme aux Statuts du Fonds Monétaire International et à ses règles et procédures, qui exigent de prendre en compte le besoin global de liquidités au niveau international” (par.44). Dans la section sur les problèmes systémiques, il n’existe pas de nouvelles procédures pour renforcer la coopération fiscale internationale, mais seulement un appel encourageant à un dialogue plus poussé et à une plus grande coordination (par.52-67).

Faiblesse du langage, Peu de résultats concrets: En général, le langage du Consensus de Monterrey est faible et la plupart des propositions ne sont pas concrètes pour être appliquées. Le langage demande poliment (avec des mots tels que “considère”, “encourage”, “invite” et

“prie instamment”) ou énonce des faits (tels que “la nécessité d’assurer”). Il n’y a que 12 phrases contenant un langage qui pourrait être considéré comme un engagement, avec des expressions comme “nous honoreront nos engagements” ou “nous nous engageons”. La plupart, ne faisant qu’affirmer les décisions prises à la Quatrième Réunion Ministérielle de l’OMC tenue à Doha, au Qatar en 2001, se trouvent dans la section sur le commerce (par.26-38); une ou deux figurent dans la section sur l’APD/la coopération financière et technique aux fins du développement (par. 39-46), et le reste dans la section traitant des problèmes systémiques (par.52-67).

Occasions ratées: Aucune mention n’est faite des accords contenus dans les plans d’action des conférences et des sommets de l’ONU de la décennie, à l’exception des objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire; de la Déclaration du Millénaire elle-même (par.2-4;39-41;49,52;71), et de la Charte de l’ONU (par. 9,57).

L’occasion n’a pas été saisie pour établir un cadre des droits de la personne pour faire face aux défis du financement d’un développement durable. Une telle approche, appliquée aux problèmes macroéconomiques, aurait utilisé les instruments internationaux de l’ONU et ceux relatifs aux droits de la personne comme directives et indicateurs prioritaires aux fins d’un développement économique soutenu.

Le document n’emploie pas de stratégies novatrices comme le financement des biens publics mondiaux (BPM) pour promouvoir un développement durable. Ses partisans ont suggéré que l’égalité entre les sexes (une condition préalable à la réalisation d’un développement durable) devrait être considérée comme un BPM. Ils sont aussi tombés d’accord sur la nécessité d’une recherche et d’une analyse plus poussées afin d’évaluer les avantages potentiels de cette approche. Or, comme il a été absolument impossible d’obtenir un consensus sur les BPM, aucune des références initiales ne figure dans le document final.

La sauvegarde de l’environnement est brièvement mentionnée (par.3,12,23,46), bien qu’elle constitue un élément essentiel dans la réalisation d’un développement durable, soucieux de la parité entre les sexes et centré sur la personne.

Un vague processus de suivi est évoqué (par.73), mais si l’Assemblée générale de l’ONU et le Conseil économique et social (ECOSOC) y ont tous les deux un rôle clair à jouer, en revanche, aucun mandat précis n’est assigné à l’ONU en tant qu’agence phare en termes de gouvernance des relations économiques mondiales.

Réaction officielle aux résultats

A la fin de la conférence, les parties prenantes gouvernementales et intergouvernementales paraissaient satisfaites, malgré quelques voix gouvernementales critiques et les faiblesses du Consensus de Monterrey, qui ne contient qu’un nombre limité d’engagements et d’échéanciers de mise en oeuvre. Les participants ont mis l’accent sur plusieurs résultats positifs, notamment l’appui au processus de financement du développement, l’accord sur sa nécessité, le consensus général quant à sa poursuite en tant que forum innovateur de dialogue, et l’engagement

(À suivre page 13)

Le document n’inclue pas les accords ou les stratégies des conférences antérieures en vue de la promotion d’un développement durable, et n’a pas saisi l’occasion pour établir un cadre des droits de l’homme pour le financement du développement.

Le Consensus de Monterrey: Coup d'oeil sur les engagements

I. COMMENT FINANCER LE DEVELOPPEMENT: UNE ACTION MONDIALE

Par. 4: La réalisation des objectifs de développement de la communauté internationale, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, appelle à un nouveau partenariat entre les pays développés et les pays en développement. Nous nous engageons à appliquer des politiques rationnelles, à instaurer une bonne gouvernance à tous les niveaux et à assurer la primauté du droit. Nous nous engageons également à mobiliser les ressources nationales, à attirer les flux internationaux, à promouvoir le commerce international en tant que moteur du développement, à intensifier la coopération financière et technique internationale pour le développement, le financement viable de la dette et l'allègement de la dette extérieure et à renforcer la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux.

II. PRINCIPAUX AXES D'INTERVENTION

• **Mobiliser des ressources financières nationales au service du développement**
Aucun engagement.

• **Mobiliser des ressources internationales au service du développement: investissements étrangers directs et autres flux financiers privés**
Aucun engagement.

• **Le commerce international, moteur de la croissance et du développement**

Par.26: (...) A cet égard, nous réaffirmons notre engagement en faveur de la libéralisation du commerce et entendons veiller à ce que le commerce joue pleinement son rôle dans la promotion de la croissance économique, de l'emploi et du développement pour tous. Nous saluons donc les décisions de l'Organisation mondiale du commerce qui tendent à placer les besoins et les intérêts de pays en développe-

ment au cœur de son programme de travail et nous engageons à les appliquer.

Par.31: Nous honorerons les engagements pris à Doha pour démarginaliser les pays les moins avancés sur le plan du commerce international et pour appliquer le programme de travail adopté au sujet de l'examen des questions relatives au commerce des petits pays".

Par.32: Nous nous engageons par ailleurs à renforcer le rôle des accords régionaux et sous-régionaux et des zones de libre-échange dans le cadre du système commercial multilatéral en vue d'en édifier un meilleur au niveau mondial...

• **Renforcement de la coopération financière et technique internationale pour le développement**

Par.44: (...) nous convenons d'étudier, dans les enceintes appropriées, les résultats de l'analyse exploratoire demandée au Secrétaire général sur les sources novatrices de financement, en notant la proposition d'utiliser les droits de tirage spéciaux pour le développement.

Par.46: Nous veillerons à ce que les ressources à long terme dont dispose le système de financement international, y compris les institutions et fonds régionaux et sous-régionaux, lui permettent d'appuyer comme il convient le développement économique et social durable, l'assistance technique pour le renforcement des capacités et les systèmes de protection sociale et de défense de l'environnement. Nous continuerons également à améliorer l'efficacité globale des prêts par une maîtrise accrue au niveau des pays, des opérations qui augmentent la productivité et donnent des résultats quantifiables pour réduire la pauvreté, ainsi qu'une coordination plus étroite avec les donateurs et le secteur privé.

• **Dette extérieure**
Aucun engagement.

• **Règlement des problèmes systémiques: renforcement de la cohérence et la gouvernance des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux d'appui au développement**

Par.53: (...) Nous soulignons aussi notre attachement à l'existence de secteurs financiers nationaux robustes qui apportent une contribution vitale aux efforts nationaux de développement en tant qu'élément important d'une architecture financière internationale propice au développement.

Par.65: Nous nous engageons à négocier et à conclure dans les meilleurs délais une convention des Nations Unies sur la lutte contre la corruption sous tous ses aspects, y compris la question du rapatriement des fonds acquis illégalement dans les pays d'origine, ainsi qu'à promouvoir une coopération plus vigoureuse pour éliminer le blanchiment de l'argent. Nous encourageons les Etats qui ne l'ont pas encore fait à envisager de signer et de ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

Par.67: Nous attachons une grande importance à la revitalisation du système des Nations Unies, pilier central de l'action menée en vue de promouvoir la coopération internationale pour le développement et de mettre en place un système économique mondial qui soit avantageux pour tous. Nous réaffirmons notre détermination à donner à l'Assemblée générale les moyens de maintenir sa position centrale en tant que principal organe délibérant et représentatif de l'Organisation des Nations Unies et à continuer de renforcer le Conseil économique et social pour l'aider à s'acquitter du rôle qui lui est attribué dans la Charte de l'Organisation.

III. RESTER ENGAGES

Par.68: (...) Nous sommes donc pleinement résolus à poursuivre notre action, aux niveaux national, régional et international, pour que les accords adoptés et les engagements pris à la présente conférence reçoivent la suite voulue et à continuer d'établir des liens entre les organisations qui s'occupent de questions relatives au développement, aux finances et au commerce et les initiatives connexes dans le cadre de l'ordre du jour global de la Conférence (...).

Par.70: Pour appuyer les éléments susmentionnés aux niveaux national, régional et international, nous décidons: De continuer à améliorer la cohérence de nos politiques internes...; de mobiliser le soutien actif des commissions régionales et des banques régionales de développement; de maintenir le processus de financement pour le développement à l'ordre du jour des organismes intergouvernementaux de toutes les parties prenantes (...).

Par.71: (...) Nous appuierons la campagne d'information mondiale menée par l'ONU sur les objectifs de développement convenus par la communauté internationale, notamment ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire (...).

Le pouvoir d'influence: le financement du développement, les Etats-Unis et l'APD

PAR EMIRA WOODS

Les Etats-Unis n'ont accordé de l'attention au processus du financement du développement qu'à partir de la session du comité préparatoire d'octobre 2001. Lors des deux sessions précédentes (PrepComs), en 2000 et au début de 2001, les pays en développement et le facilitateur de la conférence avaient dominé les discussions autour des conclusions du document final.

Or en octobre, les Etats-Unis ont déclaré avec fracas que le document était mal orienté, appelant à une nouvelle rédaction du texte dont 90 pour cent devait être centré sur ce que les pays en développement pouvaient faire pour eux-mêmes, et 10 pour cent axé sur ce que le monde développé pourrait faire pour promouvoir le développement. La délégation américaine a menacé de se retirer du processus de la conférence et a averti que, faute de changements, le président Bush ne participerait pas à la conférence de Monterrey.

La stratégie a fonctionné: Les délégués se sont démenés pour axer le document sur la mobilisation des ressources nationales. Six semaines avant Monterrey, ils ont signé une version finalisée du texte.

Une semaine avant la conférence, le président Bush a pris l'engagement d'augmenter l'aide publique au développement (APD), une nouvelle qui affichait le désir des Etats-Unis de ne pas arriver les mains vides. Lors de l'annonce de son 'Millennium Challenge Account' (MCA), le président Bush a appelé à un nouveau développement mondial compact, défini par une nouvelle responsabilisation aussi bien des nations pauvres que des nations riches; s'est engagé à augmenter de 5 milliards de dollars par an l'assistance américaine au développement par rapport aux niveaux actuels d'ici l'année fiscale 2005; et a spécifiquement endossé les objectifs de

développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire en déclarant: "L'Amérique appuie les objectifs de développement énoncés par la communauté internationale dans la Déclaration du Millénaire, et estime que ces objectifs sont une responsabilité partagée des pays développés et en développement".

Les Etats-Unis ont non seulement détourné l'agenda pour servir leurs intérêts propres, mais ils ont également aidé à saper un processus multilatéral avec leurs interventions unilatérales.

Le MCA reposera sur des critères de sélection des bénéficiaires, notamment la bonne gouvernance, l'investissement dans la divers secteurs de la société (surtout dans la santé et l'éducation), et les réformes politiques encourageant la libre entreprise et l'investissement.

Les Etats-Unis ont pompeusement déclaré qu'il s'agissait d'un engagement historique, le niveau le plus élevé d'accroissement du volume de l'APD qu'ils aient jamais offert, en négligeant pourtant de mentionner l'impact de l'inflation. La décision intervenait une semaine après un engagement du même ordre de la part de l'Union européenne: celle-ci s'engageait à la moyenne de l'APD de l'UE à 0,39 du PNB, grossissant ses contributions de 20 milliards de dollars en 2006.

Les deux annonces jumelles ont fortement réorientées le débat à Monterrey vers l'APD, au détriment d'autres problèmes. Non seulement les Etats-Unis ont détourné l'ordre du jour pour servir leurs intérêts, mais Wash-

ington et Bruxelles pourraient avoir sapé un processus multilatéral avec leurs interventions unilatérales. Il y a eu des occasions d'utiliser les négociations pour promouvoir les engagements en faveur de l'APD, antérieurement un sujet paria et le seul sur lequel les délégués ont essayé de se rétracter une semaine avant la réunion.

Depuis Monterrey, la plupart des discussions à Washington ont tourné autour du MCA et des indices pour mesurer les réalisations des pays qui sont de "bons acteurs", et exiger davantage de progrès des "mauvais acteurs". Les hauts responsables américains proclament que le MCA sera un programme pilote encourageant "les bons acteurs", avec d'importants flux d'assistance, et les "mauvais acteurs", en retenant des exemples de ce qui est possible.

A la question de savoir ce qu'il adviendra aux "mauvais élèves" et à leurs citoyens, qui sont sanctionnés tant par la situation nationale que par le manque d'assistance extérieure, l'Administration rétorque que l'actuelle Agency for International Development des Etats-Unis, et d'autres programmes, continueront à répondre à leurs besoins.

Mais beaucoup de praticiens du développement et analystes de la politique de développement expriment leur inquiétude en général sur les critères spécifiques posés comme conditions préalables à l'aide au développement, notamment les conditions économiques et de gouvernance définies par Washington. L'imposition unilatérale de conditionalités dicte les politiques aux pays en développement au lieu d'appuyer les stratégies nationales que les gouvernements ont élaboré en réponse aux besoins de leurs populations.

En reposant lourdement sur le marché pour énoncer les objectifs de développement, ces politiques font porter un plus grand fardeau aux femmes qui constituent déjà une part disproportionnée de ceux qui vivent dans la pauvreté ou qui sont marginalisée autrement. Les conditionalités restreignent l'espace politique et limitent davantage la voix des pays en développement dans la prise de décisions économiques. Elles diminuent l'efficacité des programmes de développement en dépendant uniquement des forces du marché au lieu de définir des objectifs d'élimination de la pauvreté. Et, la réduction des dépenses sociales dans des sphères telles que la santé et l'éducation, qui accompagnent souvent l'application des conditions, affectent les femmes comme premières porteuses de soins, avec plus de demandes de services et moins d'options d'appui.

Il est de la responsabilité des Etats-Unis et des autres donateurs d'offrir une assistance au développement qui soit de qualité et de bon escient—en respectant les situations et les stratégies de chaque pays, en éliminant la pauvreté et en offrant aux femmes des avancées substantielles.

Emira Woods (Liberia/ Etats-Unis) est membre du Civil Society Interim Facilitation Group for Follow-up to Monterrey.

individuel de certains pays à accroître la coopération aux fins du développement.

De leur côté, les participants issus des ONG sont arrivés à une autre conclusion. Durant les trois jours qui ont précédé la conférence de Monterrey, le Forum Mondial des ONG s'est tenu sous le slogan "Financer le droit à un développement équitable et durable". Des représentants des organisations de la société civile du monde entier ont débattu du but de la conférence sur le financement du développement et ont évalué le Consensus de Monterrey, d'ores et déjà finalisé en janvier 2002 à la dernière réunion préparatoire. Les ONG, ayant sousestimé le projet de document final par rapport aux objectifs du financement du développement et l'ayant jugé insuffisant, ont déclaré: "Nous ne souscrivons pas au Consensus de Monterrey". Elles n'ont pas considéré le consensus comme "une base suffisante pour combattre la pauvreté ou pour faire avancer les droits économiques, sociaux et culturels", mais ont décidé de "rester engagées dans tous les efforts visant à atteindre les objectifs de développement du Millénaire", en reconnaissant toutefois que, "même si ceux-ci sont atteints, nous aurons encore un demi-milliard

de personnes vivant dans une pauvreté abjecte". Les ONG ont convenu de "continuer à mobiliser leurs bases en vue de l'application des engagements que [les gouvernements et les parties prenantes intergouvernementales] ont pris au cours de la décennie écoulée".³

De nombreux militants de la société civile ont consacré deux années à la discussion et à l'analyse de la promotion d'un développement durable ayant un visage humain et, dans une déclaration à l'ouverture de la conférence, ils ont exprimé leur mécontentement par rapport aux résultats de la conférence sur le financement du développement. Pour WEDO et bien d'autres encore, le mécontentement concernait en particulier l'absence de références à l'égalité entre les sexes, aux droits économiques de la femme et de la fillette; à l'incapacité du processus de pleinement prendre en considération les points de vue des ONG; et à l'absence de dispositions tendant à transformer les systèmes du commerce mondial et l'architecture financière, et à garantir une annulation de la dette extérieure des économies des pays en développement les plus pauvres.

L'enjeu de Monterrey résidait dans la nécessité d'établir un cadre, d'obtenir des engagements, d'élaborer un échéancier fixe des obli-

Le Consensus de Monterrey: Femme et références sexospécifiques en un clin d'oeil

I. COMMENT FINANCER LE DEVELOPPEMENT: UNE ACTION MONDIALE

Par. 8: Les pays étant de plus en plus dépendants les uns des autres sur le plan économique, il y a lieu d'adopter une conception globale des problèmes nationaux, internationaux et systémiques interdépendants que pose le financement du développement, un développement durable à visage humain soucieux de la parité entre les sexes—aux quatre coins de la planète.

II. PRINCIPAUX AXES D'INTERVENTION

• Mobiliser des ressources financières nationales au service du développement

Par.11: Un bon gouvernement est la condition sine qua non d'un développement durable. (...) La liberté, la paix et la sécurité, la stabilité intérieure, le respect des droits de l'homme, y compris le droit au développement, et de l'état de droit, l'égalité entre les sexes, des politiques fondées sur l'économie de marché et la volonté générale de créer des sociétés justes et démocratiques sont également nécessaires et synergiques.

Par.12: Dans le respect des législa-

tions nationales, nous mettrons en place les cadres législatifs et réglementaires qui encouragent l'initiative publique et privée, notamment à l'échelle locale, et qui assurent le bon fonctionnement et le dynamisme du secteur privé tout en favorisant l'accroissement des revenus et leur redistribution équitable, la hausse de la productivité, l'autonomisation des femmes, la protection des droits des travailleurs et la sauvegarde de l'environnement.

Par.16: Il est indispensable, pour que les populations, et notamment leurs composantes les plus pauvres, puissent mieux s'adapter à l'évolution des conjonctures et des perspectives économiques, d'investir dans l'infrastructure économique et sociale de base, les services sociaux et la protection sociale (...) qui visent particulièrement les enfants et les personnes âgées, répondent aux besoins des femmes et couvrent l'ensemble du secteur rural et des communautés les plus défavorisées.

Par.18: Les microfinancements et les crédits accordés aux petites et moyennes entreprises, notamment celles du secteur rural, et en particu-

ulier au profit des femmes (...) Compte tenu de diverses considérations économiques et sociales, des mesures devraient être prises pour intégrer le secteur informel dans l'économie formelle partout où cela est possible.

Par.19: Il est capital d'appuyer les efforts qui sont faits à l'échelon national dans les pays en développement et les pays en transition pour renforcer les capacités dans des domaines tels que... la mise en valeur des ressources humaines ... [et] l'analyse par sexe des effets des choix budgétaires...

• Mobiliser des ressources internationales au service du développement: investissements étrangers directs et autres flux financiers privés

Par.23: (...) il revient en revanche à celles-ci [les entreprises] de participer au développement de manière fiable et cohérente. Nous engageons donc les milieux d'affaires à tenir compte des conséquences de leurs actes non seulement sur l'économie et les finances, mais également sur le développement, la société, les

femmes et l'environnement.

• Le commerce international, moteur du développement

Aucune référence à la femme et à la sexospécificité.

• Renforcement de la coopération financière et technique internationale pour le développement

Aucune référence à la femme et à la sexospécificité.

• Dette extérieure

Aucune référence à la femme et à la sexospécificité.

• Règlement des problèmes systémiques: renforcement de la cohérence et la gouvernance des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux d'appui au développement

Par.64: Pour renforcer le rôle utile que le système économique mondial joue dans la promotion du développement, nous préconisons: (...) Intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les politiques de développement à tous les niveaux et dans tous les secteurs.

gations et de donner le coup d'envoi de la réalisation d'un développement durable soucieux de l'égalité entre les sexes. De nombreux officiels et commentateurs ont établi un lien entre la conférence et deux autres événements internationaux majeurs: La Quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, à Doha (Qatar), en novembre 2001; et le Sommet mondial pour le développement durable (SMDD), à Johannesburg, en Afrique du Sud, en août 2002. Ensemble, ces réunions constituaient une stratégie à trois volets en vue d'atteindre la croissance économique, le développement socioéconomique et une planète saine. Comme la conférence de Doha n'a pas répondu aux attentes des ONG, les espoirs ont alors été tournés vers Monterrey. Et encore une fois, les résultats furent limités.

Les acteurs du processus

Devant le Comité préparatoire de janvier, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a proposé ce qui suit comme critère de réussite du processus du financement pour le développement:

- Renforcer et affiner les politiques relatives aux flux des capitaux et aux investissements étrangers;
- Bâtir sur les résultats de la Conférence ministérielle de Doha et se pencher sur les domaines d'importance pour les nations en développement négligés à Doha, tels que la crise des marchandises ;
- Doubler l'APD dans le cadre d'un calendrier fixe, ce qui sera encore inférieur à l'objectif de 0,7 pour cent, mais qui ne manquera pas d'avoir un impact significatif;
- Appliquer l'Initiative en faveur des pays pauvres les plus endettés pour une meilleure gestion des dettes;
- Accorder une place plus importante aux pays en développement dans la gestion de l'économie mondiale;
- Développer des mécanismes de suivi.

On peut dire que seuls les thèmes relatifs à l'APD et aux mécanismes de suivi ont été partiellement abordés par le Consensus de Monterrey. Etant donné que tous sont des objectifs à long terme, il fallait poser les jalons conduisant à leur résolution au cours du processus de la conférence sur le financement du développement. Les co-présidents de la conférence du FdD, les ambassadeurs Ruth Jacoby (Suède) et Shamshad Ahmed (Pakistan), ont mis en exergue le processus que le Consensus de Monterrey allait mettre en marche et garantir le travail futur sur les problèmes du financement du développement. Ce processus comprendrait:

- Des réunions annuelles au printemps entre le Conseil économique et social de l'ONU, la Banque mondiale et le FMI, en collaboration avec l'OMC et, jusqu'à un certain degré, avec la société civile et le secteur privé;
- Le dialogue de haut niveau sur le renforcement de la coopération internationale pour le développement par le partenariat, que l'Assemblée générale tient tous les deux ans, serait réaménagé de manière à en faire un instrument de coordination intergouvernementale pour le suivi de la conférence;
- Un rapport annuel de l'ECOSOC et d'autres organes sur la conférence du FdD, en coopération avec la Banque mondiale, le FMI et l'OMC.

Durant un événement parallèle des ONG financé par WEDO et par l'Equipe du Conseil mondial des églises lors de la clôture de la conférence de Monterrey, Mme Jacoby a fait la synthèse de trois autres faits importants: la conférence a bien eu lieu; elle a constitué un événement intersectoriel et interinstitutionnel; elle a suscité une attention permettant d'approfondir le débat international; et les Etats-Unis, les pays de l'Union Européenne ainsi que d'autres nations ont promis environ 30 milliards de dollars au titre des flux de l'APD.

Les Blocs négociateurs: Toutes les parties au PrepCom de janvier, y compris le Groupe des 77 et la Chine, se sont démenés pour arriver à un consensus, en dépit des clivages et de la pression des Etats-Unis qui, à un moment donné, ont menacé de se retirer si leurs propositions n'étaient pas incorporées. Dans le document final, la section "Rester engagés" a été la dernière à être finalisée, le dernier point de friction étant la date de la convocation d'une conférence internationale de suivi pour faire le point sur l'application du Consensus de Monterrey sur le FdD. Le G77 et la Chine ont fait pression pour qu'elle ait lieu en 2006, mais les gouvernements ont seulement convenu que les dispositions concernant cette conférence seront arrêtées "en 2005 au plus tard"(par.73).

Les autres pommes de discorde entre les parties concernaient l'APD et les ressources internationales, notamment les investissements étrangers directs. Le G77 et la Chine ont obtenu l'inclusion d'un certain nombre de propositions, tels qu'un langage spécifiant que "les initiatives doivent être prises avec la participation active de toutes les parties prenantes...les organisations de la société civile..." (par.71), que les flux de capitaux doivent correspondre aux besoins de pays en développement, et que le suivi de la conférence sur le FdD doit être placé sous le contrôle de l'Assemblée générale de l'ONU. Le Groupe a également aidé à définir des mécanismes pour

Les idées novatrices qui n'ont pas été retenues

Hormis le fait de contenir peu d'engagements et de manquer de mécanismes et de mesures de responsabilisation pour promouvoir et réaliser le développement durable, le Consensus de Monterrey est une version extrêmement édulcorée des précédents projets de document final. Comme il y avait

déjà peu d'idées et de mécanismes novateurs sur la table des négociations tout le long du processus, certains gouvernements du Nord, surtout les Etats-Unis, ont imposé leur poids politique pour affaiblir le document, menaçant de se retirer du processus si certains thèmes restaient sur la table. Cela était

fortement évident après le PrepCom d'octobre 2001, lorsque plusieurs idées contenues dans le projet de document le plus récent, préparé par le Facilitateur [18 septembre 2001, A/AC.257/25], n'ont pu atteindre l'étape suivante des négociations, en particulier:

- biens publics mondiaux (BPM) (par. 31-33)
- taxes sur les transactions monétaires, ou "Taxe Tobin" (par. 36)
- taxation du carbone (par.36)
- Organisation internationale de taxation (par.54:7)
- agence économique mondiale sous l'égide de l'ONU (par. 58, 62)

continuer le débat sur le financement du développement—notamment le dialogue de l'ONU sur la coopération internationale pour le développement—et a prié le Secrétaire général de veiller à ce que les accords adoptés et les engagements pris à la conférence fassent l'objet d'un suivi permanent au sein du système de l'ONU, de fournir un appui efficace du Secrétariat sur le plan administratif, et de présenter un rapport annuel sur cette action de suivi.

Avant le dernier PrepCom, plusieurs réseaux d'ONG, notamment WEDO, ont produit un "contre-projet" du document final, sur proposition des délégués du G77 et de la Chine, et l'ont mis à la disposition des Gouvernements. Le G77 et la Chine ont utilisé ce contre-projet dans les négociations internes, mais tandis que certaines propositions d'amendement du texte soumises par les ONG ont été incorporées, la plupart d'entre elles ont été écartées. Le G77 et la Chine ont plaidé en faveur d'un apport continu des ONG durant la deuxième semaine de négociations de la session de janvier, alors que les E-U, le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande et le Japon auraient préféré limiter la participation des ONG. Cependant, cette alliance n'a pas été dûment développée. Le G77 et la Chine n'ont pas saisi l'occasion pour gagner un levier politique, en étendant au delà de janvier les négociations concernant certains points donnés.

Pour certains pays en développement, il était plus avantageux de rechercher des solutions individuelles. D'autres membres du G77 et la Chine ont considéré qu'il était fondamental d'arriver à un consensus quant à la poursuite du débat sur le financement du développement après Monterrey.

Les IFI actives dans le processus: Les délégués nationaux ont perçu comme un élément novateur la participation de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC dans un processus de l'ONU. Les Etats membres de l'ONU, industrialisés du Nord en particulier, également membres de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC, ne voulaient pas courir le risque de les perdre en tant que parties prenantes. Ces institutions ont été actives dans les réunions préparatoires et à Monterrey, en offrant un conseil technique. Mais ces présentations ont eu lieu au moment où d'autres parties prenantes, telles que les ONG et les groupes du milieu des affaires, n'avaient pas la parole. La participation des institutions financières internationales est certes essentielle pour le financement du développement durable et pour la cohérence de la politique macroéconomique, mais les opportunités de dialogue et de débat avec la société civile ont été inadéquates.

Les organisations non gouvernementales: La participation des ONG dans la conférence du FdD s'est amplifiée au fil du temps, mais leurs voix ont été limitées par le processus. Les groupes les plus visibles étaient impliqués dans les problèmes financiers et la coopération pour le développement, en plus des groupes thématiques d'intervention (caucus) qui ont régulièrement surveillé l'ONU, comme le Caucus des Femmes, le Caucus sur le Travail et l'Equipe du Conseil mondial des églises. Les mouvements sociaux centrés sur un commerce équitable, sur l'OMC et les institutions de Bretton Woods, étaient moins visibles, en partie parce que le

Mobilisation des femmes dans les ateliers régionaux

RÉIMPRIMÉS DE *NEWS & VIEWS DE WEDO*, VOLUME 15, NUMÉRO 1, MARS 2002.

Une initiative conjointement sponsorisée par WEDO et UNIFEM pour aider à intégrer une politique et une prise de décisions soucieuses de la parité entre les sexes dans le processus de financement du développement a englobé des ateliers régionaux pour l'Afrique, l'Europe de l'Est et centrale/Nouveaux Etats indépendants (CEE/NEI) et l'Asie et le Pacifique. Ces ateliers ont rassemblé des responsables des pouvoirs publics, des militantes des organisations communautaires et des économistes féministes, pour partager leurs expériences, élaborer des stratégies et créer des réseaux autour des problèmes du financement du développement dans leurs régions. Les ateliers cherchaient à attirer l'attention régionale sur le processus de financement du développement et à catalyser les futurs efforts d'in-

tervention aux niveaux national, régional et mondial.

L'atelier régional pour l'Afrique a été organisé par l'African Women's Economic Policy Network (AWEPON), et s'est déroulé à Kampala, en Ouganda. Il a couvert les dimensions régionales de la gouvernance économique et sociale, la différence entre les sexes et le commerce, la dette extérieure, la sécurité et la paix, le VIH/Sida, l'aide technique, la sécurité alimentaire et la mobilisation des ressources nationales.

L'atelier régional pour la CEE/NEI à Kiev, en Ukraine, organisé par l'Institut de la Société Libérale et axé sur la corruption, l'accès au micro-financement, la mobilisation des ressources nationales, la protection sociale, les nouvelles formes de violence à l'égard de la femme, le trafic sexuel, et la récente émergence de la dette extérieure.

L'atelier pour l'Asie et le Pacifique a été organisé au Népal par

South Asia Watch et par Sancharika Samuha à Katmandou. La nécessité de décentraliser le pouvoir et d'accroître l'autonomie de l'Etat a été mise en exergue, et la crise de la dette extérieure, l'analphabétisme, la sécurité alimentaire, la corruption, le trafic des femmes en vue d'une exploitation sexuelle, et l'exploitation des travailleurs, encouragés par les investissements néolibéraux étrangers et les cadres commerciaux, étaient les questions sur la table.

Un atelier régional en Amérique Latine a eu lieu à l'initiative de REPEM/DAWN, avec UNIFEM, à Cartagène des Indes, Colombie, et a traité de divers problèmes en rapport avec le financement du développement, les priorités et les stratégies régionales. L'atelier a formé l'Initiative Féministe de Cartagène pour continuer le travail du groupe.

Ces ateliers ont servi d'arène

pour informer et renforcer les réseaux, et pour mettre au point des stratégies en vue de futures activités telles que l'échange d'informations, la recherche et l'éducation, la formation, le lobby et le plaidoyer, la publication et la participation. Des liens ont été établis entre la conférence sur le financement du développement et le Sommet mondial sur le développement durable, la reconnaissance de la nécessité de faire le lien entre le financement du développement et la durabilité économique, sociale et environnementale. Les discussions ont été à la fois sources d'information et d'inspiration, et les réseaux conjugués des participantes ont mis en lumière le potentiel pour le plaidoyer des femmes autour de l'impact des problèmes macroéconomiques aux niveaux national, régional et mondial, à Monterrey et au-delà.

Forum social mondial s'est tenu en février, juste quelques semaines avant Monterrey.

L'aspect le plus positif a été le niveau élevé de participation des ONG dans certaines des sessions préparatoires, en dépit de l'incertitude sur le fait de savoir si ce niveau de participation serait garanti ou non. Cela est devenu évident lorsque certaines délégations ont demandé le retrait des ONG des négociations. L'absence de procédures précises a forcé les militants à jongler pour ajuster leurs stratégies, réduisant le temps pour les contributions planifiées. Il n'en reste pas moins que beaucoup de délégués nationaux se sont réunis de leur plein gré avec les représentants de la société civile.

Plusieurs caucus d'ONG—qu'ils soient formés autour de problèmes, de thèmes ou en fonction de la répartition géo-

graphique—ont bien travaillé ensemble, aidé par des listservs d'ONG entre une réunion et une autre. Mais le nombre élevé de caucus d'ONG a également fait en sorte que beaucoup de temps ait été consacré aux discussions internes en vue de bâtir un consensus et formuler des interventions collectives. Les caucus et les groupes ont eu à se souder coudes pour intervenir devant les délégués, tandis que les réunions que les caucus tenaient en parallèle compliquaient encore plus le partage de l'information. Une pléthore d'événements préparés en marge de la conférence, de même que la plénière officielle et les réunions de groupes, ont également rivalisé pour attirer l'attention des ONG.

Ce tourbillon d'activités a détourné les groupes de travail de l'intervention directe auprès des délégations officielles et a entravé le

Les Femmes de par le monde ont mené une action collective



...en consultations

Au milieu de la deuxième session du Comité préparatoire de la conférence sur le financement du développement, tenue en février à New York, les femmes ont fait une pause et ont réfléchi ensemble, à l'occasion d'une consultation organisée par WEDO, en partenariat avec l'UNIFEM, à de sérieuses stratégies sur les problèmes posés. Une trentaine de représentantes d'organisations féminines des quatre coins du monde ont passé une journée à définir les moyens de doter les réunions sur le financement du développe-



ment d'une perspective féministe. En se fondant sur l'analyse sexospécifique contenue dans le Rapport du Secrétaire général, différents groupes ont pris la responsabilité de six sections: l'Equipe du Conseil mondial des églises et Freedom from Debt (Philippines) a passé en revue la section sur la dette; le commerce a été couvert par le Center of Concern (Etats-Unis), et le International Gender and Trade Network; Women's Eyes on the Multilaterals (Mexique), ont évalué les problèmes systémiques; l'Association for Women's Rights in Development (AWID), sise au Canada, a évalué l'aide publique au développement, tandis que WEDO s'est penchée sur les investissements étrangers directs et la mobilisation des ressources nationales. Les participantes étaient (dans le sens de l'aiguille, en commençant par la gauche/haut): Esther Camac-Ramirez (Costa Rica/Pérou); Hilda Lini (Fidji); Gemma Adaba (Trinité-et-Tobago/Etats-Unis) et Laura Frade (Mexique); Wendy Flannery (Australie/Etats-Unis), Maria Floro (Philippines/Etats-Unis); et (l-d) Rebecca Lozada (Philippines), Nicoleta Druta (Roumanie), Marina Durano (Philippines) et Mariama Williams (Jamaïque).



compte-rendu systématique aux réunions quotidiennes du caucus des ONG. Les réunions du caucus ont également été confrontées aux contraintes imposées par le temps et à des problèmes d'ordre divers. Parfois les annonces, les points d'information et les mises à jour ont pris le pas devant les révisions des stratégies ou des tactiques en réaction aux renseignements recueillis dans les couloirs.

Dans certaines situations, l'utilisation stratégique des médias a permis aux ONG de faire passer leur message. Au Mexique, les médias ont fait une bonne couverture, en raison du travail de fond, ardu et efficace effectué par le Comité mexicain d'organisation du Forum et appuyé par le Comité directeur international.

Le Caucus des Femmes à la conférence sur le financement du développement était un des groupes thématiques sur place qui a été

très efficace en général. Les organisations de la société civile plaidant en faveur d'une perspective du développement attentive à la différence entre les sexes, d'une analyse sexospécifique et d'une approche du développement sensibles aux droits de la personne ont uni leurs forces, sous la houlette de WEDO et de l'UNIFEM. Les participantes comprenaient des organisations de femmes, des églises et du développement; des syndicats; et des mouvements sociaux. Nombre d'entre elles ont contribué à une analyse sexospécifique des thèmes de la conférence, ont oeuvré à l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans le processus et les questions abordées, et ont garanti la visibilité des droits de la femme et de la fillette.

En règle générale, le Caucus des Femmes a appuyé, à partir de la perspective de la parité entre les sexes et du développement de la



...dans les rues

Manifestant pour la justice économique et les droits fondamentaux de toutes les femmes à la fin du Forum des ONG et à l'ouverture des négociations officielles: Grace Okonji (Kenya), Carol Barton (Etats-Unis), Nadia Johnson (Etats-Unis), Shareen Gokal (Pakistan/Canada), Norah Makgopela (Afrique du Sud), Ejim Dike (Nigeria/Etats-Unis), Phelisa Nkomo (Afrique du Sud), Laine Alston (Etats-Unis), Pam Rajput (Inde)



...et pour célébrer

Dansant la salsa au terme du long processus de la conférence sur le financement du développement.

...création d'outils d'intervention

Un comité de haut niveau composé de ministres, de fonctionnaires de l'ONU et d'éminents économistes et militants a lancé à Monterrey un dossier d'information sur la politique sexospécifique à la conférence sur le financement du développement. Il s'agit de (gauche à droite): Zo Randriamaro, Third World Network/GERA (Ghana); Maria Floro, American University (Philippines/Etats-Unis); Sarawathi Menon, Représentant résident du PNUD, Mongolie; l'ambassadrice Tanya van Gool, Ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas ; Jocelyn Dow, WEDO/Red Thread (Guyane); Noeleen Heyzer, Directrice exécutive de l'UNIFEM; Mark Malloch Brown, Administrateur du PNUD, et H.E. Juanita Amatong, Sous Secrétaire aux Finances, Philippines. June Zeitlin, Directrice exécutive de WEDO, remet une copie du dossier à Horst Kohler, Administrateur adjoint, Fonds monétaire international.

...et de slogans

- Eradication de la pauvreté = Volonté politique
- La banque de qui?
- Parité entre les sexes dans l'ordre du jour
- Consensus de Monterrey ...
...L'absurdité de Washington
- Imposition du Fondamentalisme de Marché
- Financement d'une Distribution Equitable
- Pas de Droits de l'homme,
Pas de Consensus
- Réserve aux Transnationales Nanties



femme, les principales revendications des ONG, en particulier l'annulation de la dette extérieure publique des nations pauvres; un mécanisme d'arbitrage de la dette avec les banques privées, notamment pour les pays en développement à revenu moyen; une taxe sur les transactions monétaires susceptible de financer le développement et de réduire la spéculation financière; et une assistance accrue au développement, contrôlée par les pays récipiendaires.

Les femmes ont aussi soutenu les demandes tendant à limiter le rôle et l'ordre du jour de l'OMC pour faire en sorte que tous les membres déterminent sincèrement leurs meilleurs intérêts en termes de développement durable; pour en finir avec la croyance aveugle dans les rôles du commerce et des investissements étrangers directs en tant que principaux mécanismes du financement du développement; pour attribuer à l'ONU un rôle accru dans les efforts de financement; et pour responsabiliser les institutions financières internationales.

Durant les quatre PrepComs et la conférence, le Caucus des Femmes s'est réuni tous les jours. Des consultations organisées par WEDO ont eu lieu avant trois des PrepComs, et d'autres séances de stratégie ont été organisées à l'occasion des réunions d'octobre et janvier. Le Caucus a coordonné la participation dans le Caucus ONG plus élargi et dans les réunions de groupes autour de problèmes communs. Les membres ont passé au crible et échangé des informations sur les séances officielles et les événements en marge des travaux, et ont préparé les déclarations utilisées dans les couloirs pour épauler les positions du caucus.

Les positions ont été formulées dans les Recommandations issues des consultations des femmes, en mai 2001, et dans les Documents d'information sur les consultations des femmes en octobre 2001 (Voir l'encadré de la page 35). Deux rapports commandés par l'UNIFEM, ⁴ préparés par l'économiste, Maria Floro, ont guidé la préparation de ces instruments d'intervention.

Une fois à la conférence, les méthodes de défense ont changé car les Gouvernements se sont rétractés sur les conclusions du document final. La focalisation a été modifiée à travers la présentation des positions dans une série de tables rondes et d'événements en marge des travaux.

Au Forum mondial des ONG à Monterrey, quelques réunions du Caucus des Femmes ont été convoquées en raison de la diversité du groupe des participantes, dont beaucoup étaient nouvelles à la conférence/problématique du financement du développement. Par contre, les militantes se sont concentrées sur l'organisation d'activités en rapport avec la sexospécificité et le développement de la femme, comme l'organisation par WEDO de plusieurs ateliers sur les straté-

Appui des médias: Au Mexique, les médias nationaux ont réservé une large couverture aux activités des ONG tant au Forum des ONG qu'à la conférence officielle, et aux manifestations des groupes locaux. Ceci était amplement dû aux efforts de mobilisation du Comité mexicain d'organisation du Forum des ONG, une alliance d'organisations nationales. Elles étaient appuyées par un Comité directeur international composé de représentants de groupes d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique Latine et d'Amérique du Nord. Certains membres du Comité directeur, y compris les représentantes de WEDO, apparaissent à la séance de clôture du Forum, dans un article publié en première page de la rubrique culturelle du quotidien 'El Norte'.

gies régionales aux fins d'un financement du développement soucieux de la parité entre les sexes. A la conférence officielle, quelques ONG se sont glissées dans les trois tables rondes de la conférence—discussions sur les partenariats, la cohérence et la voie à suivre—et ont produit des déclarations et des activités parallèles sur ces thèmes.

Tout au long du processus de la conférence sur le FdD, WEDO, l'UNIFEM et leurs partenaires ont mis à disposition une documentation copieuse et du matériel d'intervention, aidant ainsi à maintenir visible la dimension sexospécifique dans l'ordre du jour de la conférence sur le FdD.

En dépit des lacunes, la conférence sur le financement du développement a constitué un forum déterminant pour souligner la nécessité d'un plaidoyer en faveur de l'égalité et de l'équité entre les sexes dans toutes les discussions en rapport avec le financement et le développement. Elle a rassemblé un éventail sans précédent d'acteurs nationaux et internationaux du secteur du financement pour amorcer un débat dont le besoin se faisait ressentir depuis longtemps. Et les femmes étaient présentes et ont fait entendre leurs voix. Malgré les lacunes et les déficits, et comme il est prévu de poursuivre le processus de financement du développement dans le futur, les femmes pourraient finir par percevoir la conférence de Monterrey et ses accords comme des jalons importants de ce qui demeure comme la plus grande recherche d'une justice économique et entre les sexes, de la paix et d'une existence exempte de pauvreté pour toutes les femmes, partout dans le monde.

Janice Goodson Foerde, Principale conseillère de WEDO en matière de justice économique et sociale pour la conférence sur le financement du développement, est présidente de l'ICDA et de K.U.L.U.-Femmes et Développement, Danemark, et Coordinatrice de l'IGTN-Europe.

Notes

¹ Soixante-dix pour cent est l'estimation la plus usitée, mais comme "il reste encore à établir des indicateurs de revenus-pauvreté différenciés par sexe...il n'existe pas de moyen d'estimation de l'ampleur de la féminisation de la pauvreté", "Rapport biennal: Progrès mondial de la femme 2000", UNIFEM, 2000, p.95.

² Shantayanan, D., Miller, M., Swanson, E. *The Costs of Attaining the Millennium Development Goals*. Banque mondiale, février 2002

³ "Civil Society Statement to the 5th Plenary Meeting for the International Conference on FfD." <http://www.un.org/ffd/statements/csfe.htm>

⁴ Floro, M. *Gender Dimensions of the Financing for Development Agenda*. April 22, 2001. *Gender Audit of the Facilitator's Draft Outcome Document of the International Conference on Financing for Development*. 15 octobre 2001. UNIFEM, New York.

La Conférence ministérielle de Doha: Rien de bon pour le développement, Rien de bon pour l'égalité entre les sexes

PAR MARIAMA WILLIAMS

EXTRAIT DU BULLETIN MENSUEL
INTERNATIONAL GENDER AND TRADE
NETWORK; VOL. 2, NO.1, JANVIER 2002.

La Quatrième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, tenue en 2001 à Doha, Qatar, était la plus récente d'une série de négociations multilatérales destinées à refondre l'architecture de l'économie mondiale. Elle a produit une Déclaration ministérielle qui promet tout en vrac: protection de l'environnement, développement et retour rapide à une croissance économique mondiale. Elle est pertinente sur certains points mais ceux-ci n'englobent pas le développement.

L'International Gender and Trade Network (IGTN) et d'autres ONG à Doha ont réclamé une réforme du système de l'OMC et une révision à la baisse de son ordre du jour, soutenant que le développement, la vie humaine et l'équité doivent primer sur le commerce et le profit. Au lieu de cela, l'Union européenne et les Etats-Unis ont ramené l'OMC sur les rails d'une rapide libéralisation commerciale.

Somme toute, la déclaration ne fait que réaffirmer les platitudes habituelles, et la permission est donnée aux pays en développement "de prendre en compte leurs besoins de développement, notamment la sécurité alimentaire et le développement rural" (par.13). Mais elle ne contient aucune disposition en vue d'une libéralisation agricole effective dans le Nord, et ne propose pas de mécanismes pour garantir une sécurité alimentaire. Outre de faibles concessions relatives à l'appui à l'agriculture dans les pays développés, l'UE a accepté d'envisager des réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation, en vue de leur "retrait progressif". Cependant, aucune date n'a été fixée et la véritable question—la réduction

de l'utilisation des subventions "permise" par les pays développés—devra être négociée lors d'une prochaine série de négociations.

D'aucuns estiment que le résultat positif de Doha est la Déclaration distincte sur l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) et la santé publique. Tout en réaffirmant l'engagement de l'OMC à l'accord sur les ADPIC, elle considère que l'accord "devrait être interprété et appliqué d'une manière qui appuie le droit des membres de l'OMC à protéger la santé publique, en promouvant en particulier l'accès aux médicaments pour tous..." (par.4).

Toutefois, la déclaration n'offre aucune garantie que les pays ne seront pas vulnérables à des poursuites judiciaires s'ils ne respectent pas la protection des brevets. Elle n'aborde pas non plus les problèmes plus larges des droits à la propriété intellectuelle et au développement: la privatisation et le monopole du savoir, le blocage de l'accès aux ressources génétiques, et le transfert des semences et de la technologie. Avec la prédominance des sociétés transnationales, les femmes et les hommes paupérisés perdront l'accès aux semences, à la variété et aux ressources génétiques.

Beaucoup de raisons expliquent l'absence de progrès significatifs à Doha: le déséquilibre du pouvoir entre le Nord et le Sud; la nature non démocratique et non participative de l'OMC; l'absence de consultation avec la société civile dans les capitales nationales; les marchandages et les arrangements entre les gouvernements du Nord et du Sud; les menaces et l'intimidation de la part des nations puissantes.

Un facteur critique est que le Sud est piégé par le cadre de

l'accès au marché. Ayant gobé l'argument néolibéral qui proclame que la libéralisation du commerce est le moteur de la croissance, de nombreux gouvernements du Sud se sont retrouvés dans des positions chaque fois plus affaiblies, coincés par des engagements bilatéraux et régionaux. Ayant peu de marge de manoeuvre, beaucoup de gouvernements du Sud participant aux négociations commerciales multilatérales ont eu tendance à renoncer, derechef, à tout ce qu'ils voulaient, en échange d'une ou deux concessions à la fin.

Pourtant, les gouvernements à Doha ne pouvaient nier les preuves croissantes des catastrophes économiques et sociales résultant de la libéralisation. Les ONG et d'autres sources ont évalué les accords existants et les textes des futures négociations. Il faudrait à présent que les gouvernements du Sud recueillent des données pour défendre leur cause. Le développement des nations à long terme ne saurait être sacrifié au profit d'un parti politique ou pour attirer une maigre portion de l'aide.

Les ONG ont encore beaucoup à faire, aux niveaux local, national, régional et international. L'IGTN et d'autres partisans de l'égalité entre les sexes et de la justice en matière de commerce doivent opérer à partir de la perspective selon laquelle le développement n'est pas l'apanage de la conférence ministérielle de Doha et qu'il est continu. Même les problèmes de développement explicités dans l'ordre du jour—petites économies, dette et financement, transfert technique, coopération technique et édification des aptitudes—ont été relégués à part, dans des groupes de travail séparés.

En outre, la plupart des débats

de l'OMC écartent la démarche sexospécifique, même si la libéralisation menace l'accès de la femme à l'alimentation, aux soins de santé, à l'éducation et aux ressources naturelles. Les efforts de plaidoyer doivent continuer pour mettre en exergue la sexospécificité et les répercussions sociales de la libéralisation de l'agriculture et des services, les droits à la propriété intellectuelle, les déficits dus au commerce dans le revenu national et les liens entre le commerce et la pauvreté. Les nouveaux problèmes qui méritent une attention particulière comprennent la réduction des tarifs industriels, l'investissement, la politique de la concurrence, la transparence du gouvernement dans l'achat et la facilitation commerciale.

D'une manière générale, la nouvelle offensive en faveur d'une libéralisation plus poussée, amorcée par la Banque mondiale et par le Fonds monétaire international, doit être étroitement contrôlée et critiquée. Les défenseurs de l'égalité entre les sexes et du commerce doivent insister sur l'intégration d'une analyse, différenciée par sexe, dans toutes les formes de politique et de théorie commerciale, pour garantir qu'une attention appropriée sera accordée aux problèmes du développement social, de l'éradication de la pauvreté et de l'équité pour tous.

Mariama Williams (Jamaïque) est Coordinatrice de recherche à l'International Gender and Trade Network et Associée de recherche au Center of Concern à Washington, D.C.

Les femmes dans l'économie mondiale: Problèmes, rôles et intervention

PAR NADIA JOHNSON

DURANT DES ANNÉES, LES GROUPES FÉMININS D'INTERVENTION ONT surveillé, analysé et développé des alternatives aux politiques macroéconomiques qui ont affecté leurs existences et leurs communautés. Liées par des expériences similaires et reconnaissant leur sous-représentation dans divers forums de prise de décisions économiques, les femmes ont activement cherché à transformer le courant économique en forgeant des alliances et des réseaux à l'échelle locale, nationale et internationale. Les résultats de tels efforts sont reflétés dans de nombreux accords internationaux et dans des réformes nationales appelant à l'égalité entre les sexes et à la durabilité sociale, économique, politique et environnementale.

Dans la plupart des processus de prise de décisions, cependant, la durabilité demeure une réflexion après coup à la croissance—un terme ajouté, pas un cadre—Les garde-fous sociaux tels que les normes de travail, les mesures de protection de l'environnement et les programmes de réduction de la pauvreté, sont simplement attachés aux politiques prévalentes, basées sur le marché.¹ Et les institutions créant et exécutant les politiques n'ont pas de compte à rendre aux personnes qui sont supposées en bénéficier. Le système macroéconomique prospère grâce aux déséquilibres du pouvoir et à la rhétorique, proclamant que ses plans vont "éradiquer la pauvreté", alors que dans la pratique, ils la perpétuent.

Aujourd'hui, les femmes sont au premier plan dans l'identification des impacts dévastateurs de ce système et de sa manifestation la plus ignominieuse, la mondialisation des entreprises, portant le fardeau des retombées de plusieurs années de programmes d'ajustement structurel. Etant donné que les femmes et les enfants souffrent le plus sévèrement des hauts et des bas des événements politiques, les plaidoiries stipulent qu'ils faudrait qu'ils soient les pierres de touche pour jauger l'efficacité des théories et des solutions aux fins du développement.

Cette approche a jeté les bases de la vision que les femmes vont avoir du développement, dans la pratique, la recherche, l'intervention et l'analyse.²

Plaider en faveur d'un système mondial durable

Les femmes ont activement participé dans l'ère des politiques de développement depuis ses balbutiements, après la Deuxième Guerre Mondiale, au moment où les nations cherchaient à rebâtir leurs économies ravagées par la guerre, en créant des institutions multilatérales telles que l'Organisation des Nations Unies. Les femmes militantes ont argumenter qu'il fallait intégrer les besoins des femmes dans tous les programmes de prise de décisions et de développement, en partant du niveau local jusqu'à l'international. Les militantes des droits de la femme et les économistes féministes

ont pendant longtemps affirmé que le chemin vers un développement durable passe par la transformation du système économique et de la prise de décisions macroéconomiques. Elles ont souligné que le climat mondial était miné par de profonds déséquilibres dans la productivité, la mobilisation des ressources et la distribution des biens et services, résultant en partie des politiques biaisées de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

Le fameux Consensus de Washington fait l'apologie d'un modèle de mondialisation basé sur la dérégulation, la privatisation de l'entreprise publique et la libéralisation financière et commerciale, reléguant au second plan les coûts sociaux et écologiques.³ Il est truffé de contradictions qui perpétuent la stratification, l'inégalité et l'injustice. Les institutions et politiques présumément conçues pour éradiquer la pauvreté dans les pays en développement ont au lieu de cela servi à élargir les marchés et accroître la richesse des pays développés. Il existe une promotion gratuite du développement à travers un paradigme qui sert les intérêts des entreprises, tout en étant exempt de gouvernance participative, de transparence, de régulation et de responsabilisation.

Au sein de ce système, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) agissent quasiment comme des entités souveraines, appliquant des politiques et des mesures d'ajustement structurel farcies de conditionnalités, ainsi que des pratiques de libéralisation du commerce qui ignorent des préoccupations fondamentales comme la protection de la culture; la souveraineté et la sécurité alimentaires; l'environnement, l'emploi, les droits de l'homme et les normes de la santé publique. Au vu de ces préceptes, il est évident que le sous-développement du Sud est le résultat direct du développement du Nord. Dans un monde avec une population de six milliards d'âmes, plus d'un milliard d'habitants, dont la majorité sont des femmes, survivent avec moins d'un dollar par jour. Le système actuel peut promettre des richesses et des opportunités sans fin à quelques uns mais pour le reste, il perpétue et approfondit les graves inégalités qui existent entre les nations et les peuples.

Un aspect déterminant de la mondialisation économique a été la réorganisation des modèles de travail et d'emploi, de même qu'une concurrence accrue, une production internationalisée et des innovations dans les techniques 'de pointe'. Avec le changement des tendances de la mobilité internationale de l'emploi, la flexibilité de l'emploi s'est accrue, et la composition par sexe et la structure de l'apport de la main d'oeuvre ont changé.⁴

Or, les tentatives des Gouvernements des pays en développement tendant à améliorer l'efficacité, à attirer les capitaux et les investissements étrangers, et à se conformer aux conditions imposées par les institutions finan-

(À suivre page 23)

Les femmes sont en première ligne dans l'identification des impacts dévastateurs du système macroéconomique actuel, car elles ont porté le fardeau, pendant de nombreuses années, des programmes d'ajustement structurel débilants.

Où les mitraillettes protègent la crème glacée

PAR MARTA BENAVIDES

Il existe un pays, dans ce qu'on appelle aujourd'hui l'Amérique centrale, où les autochtones portent le nom de Cuscatlan. De nos jours, le nom est uniquement utilisé par les banques, les stades et autres, car son utilisation est non seulement considérée comme incorrecte, politiquement, mais aussi subversive.

Être étiqueté comme subversif n'est pas chose aisée car même aujourd'hui, cela peut vous coûter la vie. Cuscatlan signifie "terre des riches", et elle l'était pour les autochtones qui, jadis, pouvaient célébrer une terre riche en eau, fertilité, créativité et biodiversité. Ce nom n'a sans doute plus sa place, maintenant que l'érosion est partout et que le pays, toujours aussi beau avec ses montagnes et ses volcans, est sur le point de devenir un désert aride.

Il y a eu trois tremblements de terre terrifiants au début de l'an passé, ce qui a fait qu'un demi million de personnes est venu s'ajouter au quart de million qui était sans abris. Subitement, on ne pouvait trouver de l'eau que dans les grandes profondeurs, ou elle est devenue saline car l'océan s'y est infiltré, alors que les montagnes se sont écrasées sur les communautés et que chaque fois moins de terres pouvaient être cultivées.

La réponse officielle à ces problèmes a consisté à maintenir la loi et l'ordre en formant plus de police et en créant plus d'accords commerciaux, même si le pays a une économie agricole. Il n'existe aucun plan pour pallier aux catastrophes ou pour assister la majorité de la population qui, chaque année, subit ces souffrances. Il n'existe pas de plan agricole ni de programme pour reconnaître et préserver la biodiversité. Nous avons certains des taux les plus élevés de grossesse précoce (adolescente) et de foyers dirigés par une mère célibataire, ainsi que l'une des

populations les plus élevée de la région, mais parler d'éducation sexuelle et de droits reproductifs est trop radical, pire qu'un pêché.

Entre temps, notre gouvernement ouvre chaque fois plus de zones de commerce libre. Nous les avons depuis plus de cinq décennies, mais le gouvernement déclare que nous devons en ouvrir davantage, et nous en avons à présent dans les campagnes, sur les terres les plus arables. Nous devons en ouvrir plus que dans les années 80 et supprimer toutes les barrières aux investissements étrangers. Nous devons offrir des mesures incitatives. Après tout, les zones de commerce ne sont pas pour le commerce libre. Elles sont pour que les compagnies étrangères viennent et fassent leurs affaires, sans respecter les lois nationales et internationale protégeant les droits des travailleurs, préservant l'environnement, interdisant l'exploitation du travail des enfants et ainsi de suite. Ces usines s'en vont quand bon leur chante, laissant les travailleurs sans salaires, et sans aucun égard pour l'état de l'économie. L'abus sexuel et le harcèlement "peuvent se produire", disent-ils, et des maladies comme le problème de reins, les problèmes de dos et des yeux, frappent les ouvrières à un âge précoce.

Le chômage est galopant. Avec la "dollarisation" de l'économie l'an dernier, nous disons que c'était aussi mauvais que les tremblements de terre, qu'il s'agissait en fait du premier et du pire tremblement de terre: la société civile s'est écroulée. Le nombre d'enfants vivants dans les rues a fortement grimpé, ainsi que celui des bandes de jeunes violents. Des soldats avec des mitraillettes montent la garde devant les salons de crème glacée et devant d'autres boutiques destinées à ceux qui peuvent encore payer. Les enlèvements sont devenus un fléau et

le gouvernement a déclaré qu'il ne sait plus quoi faire. Et les gens ne sont pas uniquement enlevés—plus de 25 chargements d'engrais, des dons internationaux destinés à appuyer les petits cultivateurs au lendemain des tremblements de terre, ont aussi "mystérieusement disparu", avant d'être retrouvés quelques semaines plus tard, avec beaucoup de brouhaha, dans des entrepôts de riches.

On parle déjà de l'imminence d'une nouvelle guerre, plus terrible que celle qui a déchiré le

Le premier et le plus terrible tremblement de terre a été la "dollarisation" de l'économie l'an dernier.

pays pendant douze années avant de prendre fin en 1992. Cette fois-ci, elle proviendra de tous les problèmes que nous avons vus, mais surtout à cause du manque de terre et d'eau, ainsi que de la désertification de nos champs.

Les routes vers Monterrey et Johannesburg ne semblent pas figurer sur la carte de très nombreux autres pays dans le monde, en tous cas pas dans celle du Salvador pays d'Amérique centrale. Comment pourrions-nous alors agir pour garantir une planète paisible et saine, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos communautés, de nos nations et de nos régions? Ces deux routes conduisent aux objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, approuvés en l'an 2000 par 189 Gouvernements en tant que moyens de réaliser le développement durable pour tous. Nous nous devons donc de trouver et de consolider ces chemins et faire en sorte que nos gouvernements,

et pas seulement les branches de l'exécutif, mais aussi les branches législatives et judiciaires, participent à ce processus.

Nous, peuples, devons devenir ces routes. Nous devons être clairs sur nos accords. Si nous désirons une planète paisible et saine, nous devons user de clarté à cet égard. Il s'agit d'une perspective féministe, et il faudrait qu'elle devienne aussi notre pratique, car nous savons qu'il ne s'agit pas uniquement d'espace pour les femmes et de différencier les sexes dans tous les

programmes. C'est tout cela certes, mais aussi l'intégration des préoccupations et des actions résultant de la bonne gouvernance, l'inclusion, le respect de tous les peuples, la protection de la biodiversité et la garantie des droits sociaux, écologiques, culturels, politiques et de la personne. Il

faudrait que cela devienne la nature même de notre existence, partout, à l'échelle individuelle, collective, nationale et mondiale.

Marta Benavides (El Salvador) est directrice de l'Institut international pour la coopération entre les peuples/International Institute for Cooperation Amongst Peoples (IICP)

Pas de paix, pas de développement: Le cas du Burundi

PAR LILIANE RUVAKUBUSA

Dévasté par quarante années de conflit civil et par une hémorragie économique, le Burundi se débat dans le cycle vicieux de la pauvreté et de la guerre. Tandis que la violence interethnique a dévasté la lutte du pays pour se développer, la dispute tendue autour de ressources quasi inexistantes provoque chaque fois plus d'hostilités.

Dans un des pays les moins avancés du monde, la majorité des Burundais arrachent leur vie de l'agriculture de subsistance. Deux cultures seulement sont produites pour les exportations, le café et le thé, et le diktat de l'Organisation Mondiale du Commerce a ouvert la voie pour que ces industries soient de plus en plus tributaires des intérêts étrangers, la population locale en retirant peu de profit. Peu après que l'OMC soit entrée au Burundi et mis l'économie nationale dans des difficultés, le conflit civil s'est accéléré.

Pour financer les secteurs de base du développement, comme l'éducation et la santé, le gouvernement en proie à l'agitation n'a pas eu d'autre choix que de s'adresser, le bonnet à la main, aux bailleurs de fonds internationaux, à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, ouvrant ainsi le pays à l'imposition d'un ajustement structurel, à la dévaluation de la monnaie locale et à la privatisation.

La violence et les massacres interethniques ont débuté en 1962 au Burundi, après que la Belgique ait divisé en trois nations son ancien territoire colonial dans la Région des Grands Lacs de l'Afrique centrale et se soit retirée. Des années avant l'indépendance, les Belges ont monté les ethnies les unes contre les autres, pratiquant une politique de 'diviser pour régner' dans ce qui est aujourd'hui le Rwanda, le Burundi et la République démocratique du Congo (RDC).

Le 21 octobre 1993, six mois avant le génocide qui a fait environ 800 000 morts au Rwanda,

la violence a éclaté au Burundi, les Hutus tuant leurs voisins Tutsis, au lendemain de l'assassinat du premier président hutu élu. Bien qu'une mission de l'ONU ait conclu, en 1994, au génocide, la communauté internationale a refusé d'accepter cette désignation.

Depuis, on estime à 200 000 le nombre des personnes tuées au plus fort des affrontements,

Au Burundi, les femmes ont formulé une série de demandes incluant une participation accrue des chefs communautaires dans la résolution des conflits.

aussi bien Tutsis que Hutus. Les hommes et les garçons ont été les premiers tués, puis les femmes et les filles étaient violées et tuées. Nombre de ceux ayant pu échapper aux massacres ont fui leurs habitations, qui ont été détruites. Quelque 400 000 personnes, des femmes et des enfants pour la plupart, n'ont pas encore été en mesure de retourner chez elles.

La majorité de ces femmes viennent du milieu rural, où elles subsistaient grâce à leurs terres. Aujourd'hui, elles dépendent de l'aide humanitaire, dans des conditions propices à la propagation de maladies telles que le choléra et le HIV/Sida. Les femmes ayant des emplois informels ou formels dans les villes ont souvent des liens avec des membres de la famille dans les zones rurales, et ont amené chez elles beaucoup de ces déplacés.

Toutefois, les familles nombreuses, la dévaluation de la monnaie et la crise issue d'un embargo économique, imposé au Burundi de 1996 à 1999, signifient que le salaire moyen n'est plus suffisant désormais pour une existence normale. Les prix

des denrées essentielles ont augmenté de 100 à 200 pour cent depuis le déclenchement de la guerre.

En août 2000, 19 parties au processus de paix au Burundi ont signé un accord de paix à Arusha, en Tanzanie. Un gouvernement de transition, inclusif, a été mis en place en novembre de la même année. Or, les factions armées refusent souvent de

reconnaître leurs dirigeants politiques et, dans certains cas, ne semblent pas être contrôlés par leurs maîtres officiels. Les tentatives tendant à rapprocher ces groupes n'ont pas été judicieuses, les identifiant à la fois comme « forces négatives » et comme « partenaires » à la table des négociations.

Au Burundi, les femmes se sont unies pour développer leurs propres demandes en vue de l'application des accords d'Arusha et pour développer le pays. Ces demandes sont comme suit:

- Les prêts des donateurs internationaux ne doivent pas être assortis de conditions, qui perpétuent la pauvreté et la guerre.
- Davantage de transparence de la part du Gouvernement dans l'allocation de l'aide.
- Tous les niveaux de l'administration du pays doivent embrasser la tradition de 'ubushingantahe', reposant sur les chefs communautaires jouissant de talents dans la résolution des conflits et la réconciliation. La société civile doit aussi être consolidée.
- Il convient de restructurer le système judiciaire, avec des sanctions appropriées pour génocide et pour tous les crimes contre l'humanité. La communauté internationale doit étendre au Burundi le tribunal pénal chargé de juger les crimes de guerre au Rwanda.

- Il faut que le processus de paix devienne attentif à la différence entre les sexes, en incluant les femmes, depuis le niveau des communautés de base jusqu'à celui de la prise de décisions.
- Toutes les communautés doivent pouvoir participer à travers le système de droit indirect.
- Les dirigeants du processus de paix dans la Région des Grands Lacs (Lusaka, Prétoria et Arusha) doivent faire en sorte que les accords soient plus cohérents, consistants et transparents.
- Les priorités de la reconstruction doivent être centrées sur les personnes déplacées, en particulier sur les femmes et les enfants, et il faudrait mettre l'accent sur les établissements scolaires et les hôpitaux.

Pour garantir une paix réelle et durable, il convient de changer l'orientation du développement des exportations, contrôlées par des intérêts étrangers, vers les besoins des femmes rurales.

Liliane Ruvakubusa (Burundi) est la présidente de l'Association des femmes pour la paix, et travaille à la Banque FINALEASE S.A. à Bujumbura.

cières, ont parfois obligé à des coupures draconiennes dans les subventions, les investissements dans l'infrastructure publique et les dépenses sociales en faveur de l'éducation, de la santé et des services publics. 5 Ces coûts sociaux ont été orientés vers le marché de l'emploi, où ils ont disparu des indicateurs économiques formels mais sont devenus fortement manifestes pour les femmes qui travaillent, en particulier dans les marchés du travail peu rémunéré.

Tandis que les prôneurs des politiques d'ajustement structurel soutiennent qu'elles améliorent l'efficacité, en réalité, l'inefficacité n'a fait que s'épanouir. Elle se cache, par exemple, derrière la quasi invisibilité de la majorité des emplois féminins. La participation de la femme dans la main d'œuvre s'est accrue d'une manière significative mais elles travaillent surtout dans des secteurs informels de l'emploi, dans des conditions précaires, hostiles et dégradantes.⁶ Elles restent pour la plupart, analphabètes et appauvries, sans accès aux ressources, à l'éducation, à la formation et aux soins de santé.

Les retombées disparates de la mondialisation sont une justification claire de la nécessité d'un système de gouvernance économique mondial—un système garantissant une plus grande égalité entre les pays et une gouvernance plus démocratique et responsables des institutions financières internationales. L'ONU pourrait jouer un rôle vital, en répondant à la nécessité d'établir d'un organisme multilatéral qui gouvernerait les institutions commerciales, monétaires et financières internationale, dans le but de garantir la cohérence, la participation, la transparence et l'application des engagements internationaux. Comme le Consensus de Washington s'avère insoutenable du point de vue économique, social et politique, le défi à présent consisterait à mettre en place une structure et des règles aux fins d'un développement humain durable et profitable pour tous.⁷

Tout commence par la macroéconomie

Dans le processus en faveur d'une transformation structurelle, les femmes ont procédé à des analyses novatrices des problèmes de la politique macroéconomique, offrant de nouvelles perspectives sur la mobilisation des ressources, le commerce, l'assistance au développement et la dette extérieure. Elles ont montré comment certains des indicateurs utilisés pour quantifier la richesse (comme le PNB) ont sous-estimé ou omis les contributions de la femme au développement économique. Les économistes féministes ont non seulement poussé à des changements des modèles de la croissance macroéconomique employés par des organisations telles que le FMI, mais elles ont aussi créé des modèles alternatifs incluant la sexospécificité et le travail non rémunéré comme variables.⁸

Beaucoup de défenseurs de la femme ont mis l'accent sur le fait que, tandis que les gouvernements sont responsables au premier chef du développement du secteur financier national—fournissant les services sociaux et apportant les ressources du développement humain—la mondialisation et la libéralisation du marché ont sérieusement limité leurs aptitudes à assumer ces rôles. Au lieu de cela, les Gouvernements sont confrontés au dilemme de faire surgir un climat économique "compétitif" de politiques conduisant à une

dévastation sociale et économique.⁹ Les marchés qui ont été libéralisés sans prendre gare aux conséquences ont intensifié la subordination des femmes dans de nombreux domaines—parmi eux, l'alphabétisation, l'espérance de vie, et l'accès aux sources productrices telles que la terre, à l'information, à la technologie et à l'éducation.

La libéralisation elle-même a souvent découragé le développement de politiques pouvant aider à pallier à ses pires répercussions. Les taxations, par exemple, pourraient s'avérer un instrument utile dans la redistribution de la richesse et l'atténuation des inégalités sociales, mais la capacité des Gouvernements à générer des revenus des taxes est inhibée par le style de réformes du FMI et de la Banque mondiale, qui privilégie les hommes, les

catégories à revenu moyen et élevé, tout en réduisant ou en éliminant les subventions des denrées essentielles comme le lait, le pain et le gaz de cuisine, grâce auxquelles les communautés pauvres, notamment les femmes, peuvent survivre.¹⁰

La mobilisation des ressources financières internationales est également exempte d'une approche soucieuse de la différence entre les sexes. Les politiques d'investissement et les institutions affectent différemment les hommes et

les femmes, puisque celles-ci contrôlent moins de 10 pour cent des ressources mondiales et gagnent moins que les hommes pour un travail comparable, et ne possèdent qu'environ 1 pour cent de la propriété foncière mondiale. Les tendances de la mobilisation des ressources, tant nationales qu'internationales, approfondissent ces disparités car les inégalités qui existent réduisent l'aptitude des femmes à saisir des opportunités, à répondre aux initiatives politiques ou à faire des progrès substantiels en termes de droits fonciers, de crédit et de technologie.¹¹ Les politiques commerciales supposées attirer l'investissement étranger direct, par exemple, ont débouché sur une prolifération des zones des exportations, avec leurs lots d'histoires d'horreur sur les conditions dangereuses de travail, notamment des femmes et des enfants.

En règle générale, le commerce libéralisé, élargi et propagé sous le régime de l'OMC, a considérablement contribué à l'affaiblissement de la capacité des autorités nationales à réguler leurs économies et à gouverner leurs peuples. Les sociétés transnationales des nations industrialisées se sont servies de l'OMC pour ouvrir les marchés étrangers et imposer de nouvelles directives aux fins d'optimiser les profits, sans aucune considération pour les coûts sociaux. Les limitations ont diminué encore plus l'aptitude des Gouvernements à fournir une protection sociale et des ressources pour le développement humain. Dans certains endroits, les sociétés transnationales ont subordonné, d'une façon bien discutable, les gouvernements nationaux au pouvoir, à l'intérieur et au-delà des frontières nationales.

En dépit de son rude impact sur la parité entre les sexes et l'égalité sociale, la libéralisation du commerce progresse rapidement et pose des défis particuliers pour les femmes dans les sphères de la sécurité alimentaire et de la protection, des moyens d'existence agricoles et du développement rural, de la santé et des soins sanitaires, de l'accès aux services publics, de la diversité biologique et de la technologie. Les mesures restrictives d'investissement ont également

La participation des femmes dans la main d'œuvre s'est considérablement accrue mais celles-ci travaillent bien souvent dans des emplois informels, dans des conditions précaires, hostiles et dégradantes.

eu de graves répercussions sur la croissance et le développement des petites et micro-entreprises, où sont concentrées les femmes.¹²

Bien qu'on ait pu pallier à certains impacts de la libéralisation grâce à l'aide publique au développement (APD) des pays développés aux nations en développement et à celles en transition, l'aide a nettement diminué au cours de la décennie écoulée, et les conditions en vue de l'assistance demeurent très contentieuses. Les Gouvernements ont signé de nombreux accords internationaux stipulant qu'il faudrait que les pays développés consacrent environ 0,7 pour cent de leur produit national brut à l'aide publique au développement, mais seuls cinq pays européens ont atteint cet objectif. Les Etats-Unis, la nation la plus riche du monde, est aussi le donateur le plus pingre, ne déboursant de son portefeuille que

0,1 pour cent du PNB par an. L'assistance financière internationale est considérée comme un apport crucial à une politique macro-économique rationnelle car l'APD, et d'autres formes d'appui, jouent un rôle significatif dans la définition du cadre macroéconomique. Pourtant, plusieurs nouvelles stratégies importantes jouissant du potentiel de dynamiser la coordination des bailleurs de fonds et de l'appropriation locale des modèles de développement—comme les Cadres de développement par pays (CDP), les Documents de réduction de la pauvreté (DRSP), les Approches par secteur (SWAp)—ont encore tendance à négliger les besoins distincts des hommes et des femmes. A l'instar des précédentes politiques de réformes économiques, ces nouvelles approches risquent d'avoir des répercussions déstabilisantes, en particulier pour les femmes. Il

Le NEPAD, piège de la pauvreté et de la différence entre les sexes PAR ZO RANDRIAMARO

EXTRAIT: "THE NEPAD, GENDER AND THE POVERTY TRAP: THE NEPAD AND THE CHALLENGES OF FINANCING FOR DEVELOPMENT IN AFRICA FROM A GENDER PERSPECTIVE"; CODESRIA ET TWN-AFRICA, AVRIL 2002.

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) est le dernier d'une longue série de cadres politiques visant à mettre l'Afrique sur les rails de la croissance et du développement durable. Alors que le plan est célébré par la communauté internationale comme un modèle de coopération internationale, conçu et mis en oeuvre par les Africains eux-mêmes, ses principes cachent des dangers pour les femmes pauvres du continent.

Le NEPAD aborde une question au coeur du débat actuel sur la gouvernance en Afrique en notant: "Aujourd'hui, l'Etat faible demeure une contrainte majeure du développement durable dans un certain nombre de pays. En effet, un des défis majeurs pour l'Afrique consiste à renforcer la capacité de gouverner et de développer des politiques à long terme. Simultanément, il existe un besoin pressant d'appliquer des réformes et des programmes de grande portée dans dans nombreux Etats africains". (para.23). Mais chose troublante, le NEPAD proclame que le but du NEPAD est de: "...augmenter l'in-

tegration rapide de l'Afrique dans l'économie mondiale" (Para. 52).

Les défenseurs de l'égalité entre les sexes soulignent également que "les tendances actuelles indiquent que les Etats sont entrain d'être réorganisés dans le but de servir les intérêts des forces du marché, et ces intérêts ne coïncident pas avec ceux des dépossédés. En outre, la réalité des femmes pauvres à travers les pays révèle que la réorganisation de l'Etat n'a que peu de rapport avec le processus de transformation sociale.¹

Or, tout en souscrivant à ces préoccupations, le NEPAD appuie beaucoup de facteurs qui les causent. Le plan risque donc de perpétuer l'exclusion économique et sociale des femmes paupérisées, tout en ancrant davantage les modèles patriarcaux dans la politique.

A LA VEILLE DU 11 SEPTEMBRE

La promotion internationale du NEPAD a démarré à la veille des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, qui ont marqué un tournant dans la politique étrangère américaine en vue de l'établissement d'une coalition internationale de lutte contre le terrorisme. Avec le changement brusque de discours, de nombreux analystes prédisent que le NEPAD pourrait devenir une nouvelle plate-forme pour combattre le

terrorisme, au lieu de s'attaquer à des problèmes fondamentaux pour les femmes et pour les pauvres. Les éléments du NEPAD liés à la sécurité, à la résolution des conflits et à la gouvernance, pourraient recevoir une aide spéciale des pays donateurs, et les maigres ressources détournées vers les budgets de la défense. En outre, l'association de protestations légitimes avec le "terrorisme" constitue une menace pour les luttes des femmes et de la société civile en faveur d'une transformation sociale graduelle.

Mieux encore, la coalition contre le terrorisme a fortifié les liens entre les institutions commerciales et financières internationales et les pays riches, qui appuient le modèle de gouvernance économique contenu dans le Consensus de Washington. Cela sautait aux yeux durant la conférence sur le financement du développement et représente un défi majeur pour les militantes en Afrique et ailleurs.

QUI PARLENT POUR LES FEMMES?

A partir d'une perspective soucieuse de l'égalité entre les sexes, la notion de démocratie qui prévaut dans la majorité des pays africains suscite des doutes. Quel gouvernement représente véritablement les intérêts de la femme? Ignorant le large fossé entre les sexes dans la participation poli-

tique, quel pays d'Afrique peut prétendre être réellement démocratique lorsque les intérêts de la moitié de la population ne sont pas servis?

Un objectif énoncé dans le NEPAD est de promouvoir la participation de la femme dans la vie politique africaine (par.49). Or, même l'élaboration du plan a manqué de démocratie et de transparence, reflétant en revanche les perspectives et les intérêts des participants. La rédaction de la principale composante du NEPAD, le Programme de redressement de l'Afrique pour le Millénaire, a été l'apanage "d'élites triées sur le volet"², surtout du Nord, notamment le président des Etats-unis et les dirigeants d'autres pays nantis, les directeurs des multinationales, et le président de la Banque mondiale. La consultation a eu lieu avec quelques Gouvernements africains seulement, en l'occurrence l'Afrique du Sud, l'Algérie et le Nigéria, tandis que la société civile et d'autres forces sociales du continent ont été marginalisées.

Bien qu'il y ait eu des discussions avec des membres choisis au sein de la société civile, notamment des associations féminines, des partis politiques et des médias, celles-ci se sont tenues bien après l'adoption du NEPAD par l'Organisation de

convient de les réviser pour appuyer des politiques socio-économiques rationnelles, fondées sur l'égalité entre les sexes, axées sur des préoccupations clé telles que la protection de l'environnement et les droits des travailleurs.¹³

Une APD accrue et plus clairement focalisée ne suffira pas à elle-seule à résoudre le problème de la dette. L'investissement efficace de l'aide repose sur une politique et une réforme structurelles, impossibles pour des pays à la fois coincés par les exigences de la Banque mondiale et du FMI et sérieusement handicapés par le service de la dette. Même si la dette extérieure continue de s'accroître exponentiellement (les flux qui entrent dans le pays y demeurent peu, comparés aux flux sortants pour rembourser les prêts) l'allègement de la dette persiste comme un exercice de pou-

voir et de contrôle à travers les politiques d'ajustement. Les programmes d'ajustement structurel privilégient les remboursements de la dette, au détriment des dépenses en faveur de la santé, l'éducation, l'assainissement, l'eau saine et des autres besoins sociaux. Cette situation entrave la responsabilisation des gouvernements endettés envers leurs peuples et érode les institutions démocratiques locales. La corruption fleurit car les négociations sont secrètement conduites entre les élites du Nord et du Sud.

Les propositions actuelles relatives à l'aménagement de la dette - L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et l'IPPE renforcée - offrent bien peu à trop peu de pays puisqu'elles sont élaborées par les créanciers aux fins du remboursement de la dette et non de sa réduction. Si les plans actuels d'aménagement de la dette ne sont

l'Unité Africaine (OUA). Les réunions, restreintes et sporadiques, sont en contradiction avec les proclamations du NEPAD en faveur de la démocratie, du pluralisme, de la transparence et de la responsabilisation.

WASHINGTON VA EN AFRIQUE

L'absence de consultations a engendré un plan qui ferme les yeux sur l'égalité entre les sexes et reproduit le Consensus de Washington. Au titre des autres lacunes, le NEPAD ne procède pas à une analyse critique de la mondialisation et des causes présidant à la marginalisation de l'Afrique dans l'économie mondiale. Il endosse le libre commerce et la privatisation sans reconnaître des problèmes tels que le pouvoir des multinationales et les dangers d'un libéralisme financier incontrôlé. Il n'exhorte pas à l'annulation des dettes extérieures, accumulées pendant des décennies, qui font peser un lourd fardeau sur les femmes en particulier, et attribue pratiquement la pauvreté au manque d'accès aux ressources, sans mettre en cause les structures de subordination qui ont paupérisé les femmes. En outre, le NEPAD exalte explicitement les relations avec les partenaires du plan, issus du Nord, dans le Cadre global de développement de la Banque mondiale.

Une des principales lacunes du NEPAD est d'ignorer l'incidence traumatisante que les programmes d'ajustement structurel ont sur la femme, ainsi que celle

des autres politiques imposées par les institutions financières internationales, de même que leur contribution à l'appauvrissement des pays africains. En dépit du fait que le NEPAD mentionne que les PAS "...encouragent des réformes tendant à supprimer les graves distorsions des prix, mais qui ont octroyé une attention inadéquate à la prestation des services sociaux", aucune mention n'est faite du fardeau que portent les Africains à cause des mesures de stabilisation préconisées par le FMI et par la Banque mondiale, qui ont greffé les services publics de base, privatisé les biens publics, coupé l'accès des pauvres au crédit et aux ressources productives, et transféré les coûts des besoins de base, souvent inabordable, aux communautés et aux ménages

Il n'est pas surprenant de constater que le plan fait une impasse sur les femmes, qui représentent la majorité des pauvres. En fait, le cadre économique recommandé par le NEPAD risque d'emprisonner les femmes dans la pauvreté et de renforcer les inégalités entre les sexes puisqu'il s'inspire de la politique macroéconomique néolibérale de l'Afrique du Sud, connue sous l'appellation Croissance, Emploi et Redistribution [Growth, Employment and Redistribution (GEAR)]. Les analystes sud-africains affirment que le GEAR n'a créé ni nouveaux emplois ni croissance, et a approfondi en revanche le fossé entre les riches et les pauvres.

PROMESSES VAGUES, GRANDES LIMITATIONS

Un des objectifs à long-terme du NEPAD est "de promouvoir le rôle des femmes dans toutes les activités" (par. 67). Mais, au lieu d'intégrer des considérations sexospécifiques et les besoins de la femme, le programme d'action du NEPAD s'attache à offrir aux femmes une poignée de mesures génératrices de revenus. Le plan ne s'attaque pas aux causes fondamentales de la pauvreté des femmes et de l'inégalité entre les sexes, aux lois et aux normes culturelles discriminatoires, aux priorités de développement favorisant les hommes, à l'accès limité à la terre, aux dépenses publiques déséquilibrées et aux politiques macroéconomiques partiales.

Le NEPAD contourne, en particulier, l'impact de la mondialisation sur l'emploi des femmes. Même là où les femmes constituent une partie importante de la main d'oeuvre, elles occupent essentiellement des emplois très peu rémunérés, offrant de mauvaises conditions de santé et de sécurité.

UN AUTRE TYPE DE CONSENSUS

Si l'on veut que le NEPAD englobe véritablement les préoccupations des femmes et des pauvres, il doit s'écarter du Consensus de Washington et de ses dispositifs institutionnels. Il lui faut utiliser un cadre fondé sur les droits de la personne pour formuler des politiques garantissant une justice

économique et sociale, incluant l'éradication de la pauvreté et l'égalité entre les sexes. Il doit écouter les femmes et les hommes africains de tous les secteurs, et privilégier les droits des désavantagés par rapport aux intérêts des capitaux étrangers. Il convient qu'il établisse des mécanismes pour une participation démocratique à la prise de décisions économiques.

Finalement, les Gouvernements du Sud ne doivent pas accepter d'aide, de commerce et d'investissements en échange d'une complaisance politique et militaire. En tant que femmes, nous ne sacrifions pas nos vies, ni celles de nos enfants, de nos familles et de nos communautés, pour de l'argent tâché de sang.

Zo Randriamaro (Madagascar/ Ghana) est directrice de programme au Gender and Economic Reforms in Africa (GERA), sis à Accra.

¹ Taylor, V. Marketization of Governance: Critical Perspectives from the South. *DAWN* 2000, p. 59.

² Bond, P. "Interpreting Thabo Mbeki's various African Initiatives." 18 novembre 2001.

pas convertis en des opportunités d'allègement de la dette qui soient effectives, équitables, orientées vers le développement et durables, le cycle dévastateur de l'accumulation de la dette ira en se répétant, condamnant par là même des millions d'autres personnes à la souffrance.¹⁴ Un nombre écrasant parmi elles seront des femmes.

Participer là où les décisions sont prises

Derrière l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité entre les sexes dans la structure macroéconomique se cache un nouveau défi: faire en sorte que les femmes participent pleinement dans la définition des politiques. Les femmes sont peu représentées à tous les niveaux de la prise de décisions économiques, y compris en termes de plaidoyer, en raison des limitations des ressources financières et humaines des ONG féminines. Cette situation perdure, et ce, en dépit de nombreux accords internationaux prônant une participation sur un même pied d'égalité.

Le Programme d'Action de Beijing (1995) stipule: "Pour éliminer la pauvreté et parvenir à un développement durable, il faut que les hommes et les femmes participent pleinement et sur un pied d'égalité à la formulation des politiques et des stratégies macroéconomiques et sociales."¹⁵ Les signataires se sont également engagés à: "Revoir et réorienter, avec la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, les politiques macro-économiques et sociales en vue d'atteindre les objectifs du Programme d'action."¹⁶

Le Consensus de Monterrey a en outre convenu d'"intégrer une démarche soucieuse d'équité entre le sexes dans les politiques de développement à tous les niveaux et dans tous les secteurs".¹⁷ Même s'il ne contient pas de mention directe concernant l'égalité entre les sexes dans la représentation, il existe un lien sans équivoque. En outre, la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme (CEDAW), un traité juridiquement contraignant élaboré en 1979 et ratifié par 170 pays en juin 2002, contient plusieurs articles spécifiques quant à l'égalité entre les sexes dans les organes et les processus de prise de décisions.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes

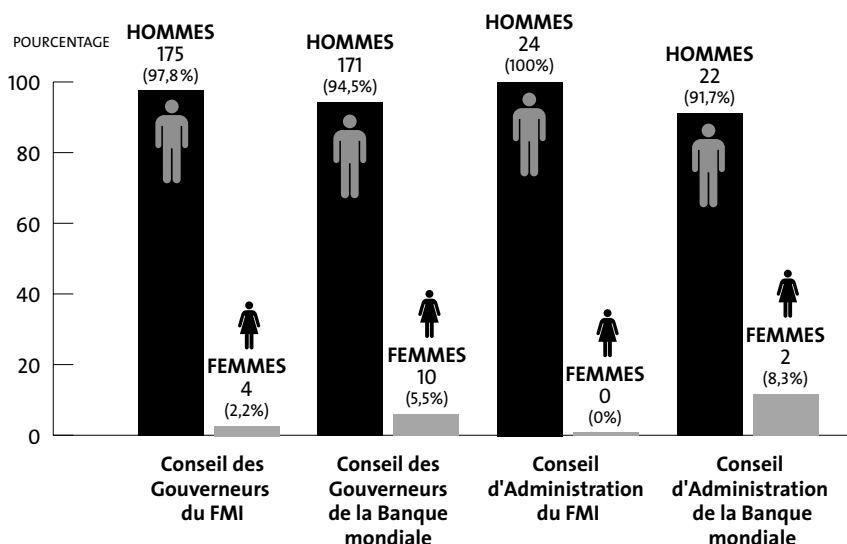
En dépit de ces engagements, les femmes ne représentent que 13 pour cent des parlementaires et 14 pour cent des ministres dans le monde. Dans les domaines de prise de décisions, l'économie et les finances affichent les niveaux les plus faibles de représentation (tous pays confondus, seulement 28 femmes ministres détiennent des portefeuilles en rapport avec l'économie (les finances, l'économie, le commerce, le développement, l'industrie et l'agriculture, entre autres). Les femmes sont surtout concentrées dans les secteurs dits "légers" tels que l'éducation, la santé, les affaires sociales et les ressources humaines. A l'échelon international, le nombre de femmes dans les structures de prise de décisions des principales institutions financières et commerciales internationales est également terriblement faible.

Au FMI et à la Banque mondiale, le Conseil des Gouverneurs est composé de hauts fonctionnaires économiques du gouvernement, tels que les ministres des Finances et les présidents de la Banque centrale, et chaque pays membre est représenté. A la Banque mondiale, 5, 5 pour cent des Gouverneurs sont des femmes et au FMI, seulement 2,2 pour cent. Au niveau du Conseil d'Administration, la première instance de décision des deux organisations, le tableau est encore plus sombre (deux des directeurs de la Banque mondiale sont des femmes, et aucune femme n'a le statut de directeur au FMI (voir tableau ci-après).

L'OMC n'a pu fournir des données comparables à celles ci-dessus, mais nous savons que, sur les 159 experts de la politique commerciale choisis en 1998 pour la liste de contentieux de l'OMC, l'organisme qui arbitre les désaccords en rapport avec le commerce, 12 sur 159 (7,5 pour cent) étaient des femmes. Sur les représentants des pays ayant pris part à la quatrième conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Doha, Qatar, en novembre 2001, 8,4 pour cent étaient des femmes.¹⁸

Tant que les femmes ne seront pas en nombre suffisant et qu'elles ne pourront partager leurs expériences et perspectives dis-

Ventilation par sexe des Conseils de Gouverneurs et des Conseils des Administrateurs de la Banque mondiale et du FMI*



* Les Conseils sont nommés par les Gouvernements. Au FMI, les femmes constituent 6,3 pour cent des suppléants au sein du Conseil des Gouverneurs, et 4,2 pour cent des suppléants au sein du Conseil d'Administration. A la Banque mondiale, les femmes constituent 9 pour cent des suppléants au sein du Conseil des Gouverneurs, et 16,7 pour cent des suppléants au Conseil d'Administration.

Dans les nouveaux Etats indépendants, les femmes paient le tribut de la dette

PAR OKSANA KISSELYOVA

EXTRAIT DE LA FICHE D'INFORMATION "EXTERNAL AND INTERNAL DEBTS OF THE NEWLY INDEPENDENT STATES: SOCIAL AND GENDER CONSEQUENCES"; LIBERAL SOCIETY INSTITUTE; KIEV; 2001.

À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, les nouveaux Etats indépendants (NEI) ont sollicité l'assistance des institutions financières multilatérales, et ont entamé des réformes orientées vers le marché telles que la stabilisation financière, la privatisation, la libéralisation des prix et la convertibilité de la monnaie. Le résultat fut un chaos et une crise.

En dépit du fait que les réformes ont temporairement redressé les budgets et les monnaies, aidant à freiner l'inflation, elles n'ont par contre pas traité les réalités locales essentielles, depuis les structures politiques jusqu'aux comportements collectifs. Les concepteurs des réformes ont également négligé de les assortir de calendriers clairs et de mécanismes d'exécution efficaces, et ont complètement ignoré les retombées sociales potentielles.

Vers le milieu des années 90, il est devenu évident que les réformes de marché engendraient des coûts sociaux draconiens, parmi lesquels, des taux de chômage élevés, des déclin des feuilles de paie persistants, des paniers ménagers réduits, une baisse de la qualité des allocations sociales, une inégalité accrue entre les sexes sur le marché de l'emploi, et des décalages croissants de revenus, qui créent une tension sociale.

Les réformes ont également plongé dans une dette perpétuelle beaucoup de nouveaux Etats indépendants, dont la survie dépend largement des infusions financières étrangères. Les finances sont souvent administrées d'une manière inefficace par le Gouvernement, et le remboursement de la dette absorbe

une portion chaque fois plus grande des budgets nationaux. Par exemple, les dettes extérieures du Tadjikistan et du Turkménistan ont dépassé le volume de leur PNB, tandis que dans la République de Moldova, la dette est passée de 54 pour cent du PNB, en 1994, à 73 pour cent en 1999. La plupart des économies ne peuvent développer assez de capacités d'exportations pour faire face à la situation.

Les Gouvernements signent des accords de prêt et sont supposés être responsables au premier chef pour le remboursement. Or, les remboursements de prêt proviennent des fonds publics, ce qui fait que ce sont les contribuables qui en supportent le poids. Les accords de réaménagement de la dette, en règle générale, ne prévoient que des reports de paiement et passent donc le fardeau aux générations futures, alors que l'intérêt augmente le montant total à payer.

Le remboursement de la dette extérieure est aussi associé aux dettes de l'Etat à l'égard de tous les secteurs de l'économie nationale, y compris la santé et l'éducation. Ainsi, en Ukraine, la dette extérieure récemment contractée est passée de 250 millions à 7,8 milliards de dollars, alors que la dette intérieure a grimpé de 2,8 millions à 3,9 millions de dollars.

Cette tendance fait que les employés du secteur public sont souvent impayés, en particulier dans les Etats baltiques, en Russie, en Ukraine et dans l'ensemble de l'Asie centrale. Le montant dû aux employés de tous les secteurs économiques atteint désormais 784 millions de dollars en Ukraine, et 1,13 milliard de dollars en Russie. Une violation directe des droits de la personne, les arriérés de salaires contribuent à l'aggravation de la pauvreté, à la restriction de l'accès aux biens et bénéfices publics, à la dévaluation de l'importance sociale de

l'emploi professionnel et à l'érosion de la confiance de la société civile à l'égard du gouvernement.

Les secteurs dominés par les femmes (par exemple: l'industrie légère, la santé, l'éducation et la culture) sont les plus menacés par les arriérés de salaires. Vu que les salaires des femmes durant les réformes ont baissé de 55 à 70 pour cent par rapport à ceux des hommes, l'accumulation des arriérés confirme et approfondit la discrimination existante.

Les femmes souffrent d'une manière disproportionnée, et de manières diverses, de la crise de la dette. Les taux de chômage les plus élevés sont parmi les secteurs ayant les plus grands pourcentages d'employées. Les femmes sans emploi ont moins de chances que les hommes au chômage de trouver un travail et, en dépit des hauts niveaux d'éducation, beaucoup d'entre elles ont été forcées à quitter des postes stables et bien payés. Celles jouissant d'une qualification professionnelle dans la tranche d'âge entre 30 et 49 ans, forment la majorité des marchands ambulants.

Lorsqu'elles désirent lancer une entreprise, les femmes sont confrontées à un manque de capital de départ et font état de sérieux problèmes quand elles tentent de naviguer au milieu d'une extrême corruption. Dans l'agriculture de subsistance (la plupart des familles citadines possèdent un lopin de terre où elles font pousser des légumes pour compléter leur besson alimentaire. Les femmes jouent un rôle dominant, contribuant au tiers du revenu moyen du ménage, mais elles sont en butte à un manque de machines et d'équipement. Les femmes passent le plus clair de leur temps à rechercher de la nourriture pas chère. Elles font pratiquement toutes les tâches ménagères et, généralement, elles ne peuvent s'offrir de services de consommation. Seuls deux pour

cent utilisent une lessiveuse et six pour cent une machine à sécher le linge, et six pour cent seulement peuvent payer les denrées de consommation courante. Par-dessus le marché, les allocations sociales pour les femmes ayant des enfants, pour les handicapées et les retraitées, sont bien plus inférieures au minimum officiel de survie. Et pour couronner tous ces problèmes, la faible proportion de femmes occupant de hautes fonctions publiques, ce qui exclue effectivement les préoccupations de la femme de la prise de décisions économiques.

Face à cette toile de fonds, il est urgent d'agir pour faire en sorte que la démocratie et l'égalité entre les sexes fassent partie de l'aménagement de la dette extérieure et intérieure. Ces mesures doivent inclure:

- * L'étendue de l'autorité du Gouvernement doit être clairement identifiée et appuyée par des dispositions juridiques pertinentes.
- * Les accords de prêts doivent devenir transparents par le biais d'une participation publique et de procédures adéquates d'information pour maintenir les contribuables informés.
- * Les accords de réaménagement de la dette doivent reposer sur le consentement de la société civile.
- * Le Gouvernement doit créer des allocations pour pallier aux éventuelles répercussions que les prêts risquent d'avoir en matière sociale et pour chacun des sexes.
- * Une agence intersectorielle avec une représentation équitable de femmes doit superviser la gestion de la dette publique.

Oksana Kisselyova (Ukraine) est présidente et co-fondatrice de l'Institut pour une société libérale / Liberal Society Institute à Kiev.

tinctes, leurs préoccupations ne seront pas reconnues dans les débats sur la politique. Ceci est vrai non seulement pour les institutions gouvernementales et intergouvernementales mais aussi pour les organisations de la société civile. Pour l'heure, les préoccupations des femmes ne sont pas proéminentes dans le mouvement protestataire international contre la mondialisation financière, qui est au premier plan dans la redéfinition des approches centrées sur une promotion du développement durable et et pour traiter de l'inégalité des revenus. Les militantes doivent s'organiser et influencer cette lutte, en se plaçant, ainsi que leurs problèmes, au coeur des ordres du jour de toutes les entités.

Les défis de la transformation

Les femmes ont reconnu, pendant des décennies, que les politiques attentives à la différence entre les sexes et leur mise en oeuvre

étaient cruciales non seulement pour la femme, mais aussi pour tout schéma d'éradication de la pauvreté. Les militantes ont insisté qu'un discours économique plus rationnel, avantageux pour tous, devait fondre ensemble: une pluralité des stratégies de développement; une insistance politique sur la responsabilisation et la transparence; une focalisation sur les secteurs local, national et international; la reconnaissance que l'économie sous entend une corrélation entre l'entreprise privée, le secteur public et l'économie des soins, la nécessité de démystifier l'économie pour qu'elle devienne accessible à tous; et l'identification de la nature différenciée par sexe des institutions financières et des politiques macroéconomiques qu'elles exécutent.¹⁹

Le mouvement féminin pour une justice économique mondiale a joué un énorme rôle dans l'incorporation, en général, de ces principes et de ces démarches sexospécifiques dans les politiques, les institutions et les processus de prise de décisions variés. L'impact est

Biens publics mondiaux: polémique, espoirs et craintes

PAR MARINA FE B. DURANO

A la suite de l'ouverture des frontières économiques nationales dans le monde, le concept traditionnel des biens publics a été élargi au nouveau secteur des biens publics mondiaux (BPM). Cela pouvait englober des questions comme le contrôle des stupéfiants, la gestion des maladies et la pureté de l'air, en d'autres termes, tous les domaines où les risques et les profits s'étendent au-delà des pays individuels ou séparés.

Durant les discussions autour de la Conférence internationale sur le financement du développement, le thème des BPM est devenu un débat proéminent et chaudement contesté. Les pays en développement et beaucoup d'ONG ont appelé les nations donatrices à fournir une assistance publique au développement supplémentaire pour financer les BPM, et à garder ces fonds séparés des allocations existantes.

Cet appel s'est vu opposé une résistance farouche, les Etats-Unis et le Japon en particulier ont insisté pour que toutes les références à cette question soient supprimées du document, ce qui a fini par se produire lors de la dernière phase de négociations. Les Etats-Unis sont allés jusqu'à dénoncer les BPM comme "haute-ment politisés (et) intellectuelle-

ment douteux". Tandis que l'Union européenne était favorable à l'idée d'avoir des discussions pour définir au moins ce que devraient être les biens publics mondiaux, elle a néanmoins rejeté tous les appels pour de nouveaux financements.

Entre temps, les ONG ont soumis leur propre liste de thèmes à examiner, comprenant l'égalité entre les sexes, le développement durable, l'atténuation de la pauvreté, et l'éradication du VIH/Sida ainsi que d'autres maladies infectieuses.

A part la question de ce que constitue un bien public mondial, les pays donateurs objectaient, par peur, contre la notion que cela impliquera non seulement de payer plus d'argent mais que cela diminuera aussi leur contrôle sur la distribution de l'APD. Pour répondre à ces craintes, un système de comptabilité à double vérification a été proposé pour distinguer les fonds véhiculés par les canaux bilatéraux de ceux destinés au profit du monde entier.

Dans la communauté de l'aide au développement, le concept a joui d'un soutien considérable de la part de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour le développement.

Ses partisans proclament que

les biens publics mondiaux offrent une solution possible à l'échec du marché d'atteindre les objectifs de développement, suscitant l'espoir que l'orientation du marché pourrait être tempérée par un désir de

Les pays donateurs s'opposent aux biens publics mondiaux de peur que ceux-ci non seulement leur coûtent de l'argent mais qu'ils diminuent leur contrôle sur l'APD.

garantir des résultats sociaux mutuellement bénéfiques, comme l'éducation pour tous.

En même temps, le concept de biens publics mondiaux tire son origine de l'économie globale, qui met en exergue les fonctions de l'utilité et de l'efficacité en tant que normes de mesure. Il n'est pas clair, par exemple, comment les BPM vont résoudre le problème de l'équité si l'allocation efficace des ressources devient la première considération prioritaire.

Si les biens publics mondiaux deviennent acceptables internationalement, les nations en

développement risquent de devenir la seule motivation de fournir une assistance, qui a déjà fortement baissé. Il ne doit pas être nécessaire aux Gouvernements et aux citoyens de rationaliser la poursuite des objectifs sociaux comme la fourniture des biens publics.

La question du choix social, comme articulée dans les constitutions nationales ou dans les traités internationaux, est bien plus large que la détermination d'une allocation basée sur, si oui ou non, un bien public devrait être financé, ou si oui ou non, un résultat social qualifie comme un

bien public.

Marina Fe B. Durano (Philippines) est étudiante de Doctorat et coordinatrice de recherche au Asia Gender and Trade Network.

vivace, pas uniquement au sein de l'ONU mais aussi dans des institutions comme la Banque mondiale qui, au cours de la décennie écoulée, a chaque fois plus considéré les femmes comme des agents dynamiques du changement politique, économique et social. Beaucoup d'organisations transnationales et de gouvernements à travers le monde, même s'ils traînent en termes de réponse, reconnaissent à présent que l'égalité entre les sexes est un objectif en lui-même et qu'il faudrait l'intégrer dans tous les cadres de développement.

Désormais, la participation de la femme est attendue comme partie intégrante des négociations à l'ONU, et les allusions à la différence entre les sexes, souvent assorties d'objectifs spécifiques d'action avec des échéanciers d'exécution, sont parsemées dans les textes de nombreux accords relatifs au développement socioéconomique.

Un défi plus complexe a surgi lorsqu'il s'est agi de traduire ces accords en actions locales et nationales. La majorité des négociations aboutissent à des promesses politiques au lieu d'obligations juridiquement contraignantes, ce qui rend pratique pour les Gouvernements de ne pas joindre l'acte à la parole. Même si le manque de ressources est un problème légitime certes, notamment dans les pays pauvres, l'absence de volonté politique est encore plus inquiétante. Il n'en reste pas moins que les femmes, de par le monde, ont utilisé les engagements internationaux pour réclamer des changements significatifs dans les lois, les politiques et les allocations des ressources à l'échelle nationale. Pour ne citer que quelques exemples, elles ont obtenu des quotas pour des sièges politiques, ont créé de nouveaux ministères de la femme, réformé les lois relatives à la succession en vue d'établir l'égalité entre les sexes, introduit des budgets nationaux ventilés par sexe, et scolarisé des millions de filles.

La quête de changement a également incité les femmes à confronter les organisations transnationales et du secteur privé, les plus gros investisseurs dans les pays en développement. Leurs efforts ont consisté en plusieurs campagnes prônant des thèmes tels que des conditions de travail et un salaire meilleurs pour les ouvrières, et des boycotts des consommateurs. Ces efforts ont recueilli un certain succès, certaines compagnies ayant volontairement créé par la suite des codes de conduite, régissant l'impact social, écologique et du travail de leurs pratiques tant dans leur pays d'origine qu'à l'étranger. Toutefois, les codes sur la base du volontariat pâtissent d'un manque d'application car ils ne sont pas assortis de mesures de contrôle, de responsabilisation et de mise en oeuvre. Ils ne remplacent pas les lois nationales ou sur les droits des travailleurs. En conséquence, les femmes appuient des mécanismes plus solides, englobant la participation des Gouvernements et de la société civile des pays en développement.

Les réalisations des femmes n'ont pas été sans grande difficulté. Les militantes ont lutté pour pénétrer les structures institutionnelles et culturelles, se démenant contre une résistance au changement. Un travail énorme a souvent été nécessaire pour progresser, même à petits pas, et les organisations féminines font face à des problèmes de financement qui limitent leur capacité de participation et diminuent leur impact potentiel.

Aller de l'avant: Stratégies pour un monde meilleur

Le moment est venu d'appliquer les accords, de sauver l'environnement et de mettre un terme à la mondialisation de la pauvreté et de l'injustice découlant du chaos macroéconomique actuel. Bref: le monde est en crise et il n'y a plus de temps à perdre. Les Gouvernements doivent faire plus qu'une législation superficielle et une maigre assistance financière, pour commencer à mettre en oeuvre des stratégies de développement orientées vers les besoins des pauvres, pas vers ceux des riches.

Une approche du développement reposant sur les droits aurait comme premier objectif la garantie du respect des droits de la personne. Elle veillerait à ce que les actions de développement appuient les normes relatives aux droits de l'homme internationalement reconnues, et stipulerait que le développement n'est pas exclusivement un processus économique, mais plutôt une trame de tous les aspects des droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

Les approches basées sur les droits de l'homme renferment des principes directeurs importants pour la coopération internationale et les stratégies nationales de développement, et offrent aux individus, en particulier aux

femmes, des outils puissants pour combattre la pauvreté et la marginalisation. L'intégration des droits de l'homme et du développement sont la gageure que les systèmes de gouvernance au niveau national, régional et international, sont transparents et responsables, en partie grâce à la participation renforcée de la société civile. Cet objectif global doit guider tout le travail en vue de la réalisation d'un développement équitable et durable.

Durant le processus de la conférence sur le financement du développement, les femmes de tous les coins du monde ont présenté un ordre du jour clair et concis pour aller dans cette direction (voir "Agissez!," pages 33 et 34). D'autres stratégies et instruments plus généraux sont énumérés ci-après.

1. LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT POUR LE MILLÉNAIRE

Au cours des dix dernières années, les conférences de l'ONU autour d'une série de problèmes différents ont fourni une plateforme exhaustive pour la transformation du développement. Les résultats de ces initiatives ont été mis ensemble en septembre 2000, lorsque 149 chefs d'Etat, un nombre sans précédent, se sont rassemblés au Siège de l'ONU à New York pour le Sommet du Millénaire, partie intégrante de la 55ème session de l'Assemblée générale, également baptisée Sommet du Millénaire. Ensemble, ils ont élaboré un document concis relatif au développement: la Déclaration du Millénaire. Elle renferme huit objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) qui pourraient réduire, d'une manière considérable, le pourcentage des personnes vivant dans la pauvreté dans le monde, et améliorer les normes de vie.

Toute discussion concernant la réalisation des objectifs de la Déclaration du Millénaire doit commencer par une compréhension des places différentes des hommes et des femmes, des filles et des garçons dans la société.²⁰ Or, la Déclaration du Millénaire n'est pas

Le monde est en crise et il n'y a plus de temps à perdre. Les militantes à la conférence sur le financement du développement ont montré la voie à travers un ordre du jour clair et concis en vue d'atteindre un développement équitable et durable.

sophistiquée dans son approche de l'égalité entre les sexes en tant que moyen d'éliminer la pauvreté, et ne prend en compte que quelques uns des problèmes que les femmes ont présenté pendant les récentes décennies. La bouée de sauvetage est qu'elle contient un langage critique que seules les femmes peuvent employer pour contrôler les actions du Gouvernement en vue d'atteindre les objectifs d'ici l'année 2015.

La Déclaration décide de "promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes comme moyens efficaces de lutte contre la pauvreté, la faim et la maladie, et de stimuler un développement qui soit véritablement durable"²¹ ; et de "combattre toutes les formes de violence à l'égard de la femme et d'appliquer la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme".²² Elle traite également de questions essentielles telles que l'éducation des filles et les taux de mortalité maternelle.

Afin d'influencer l'application des objectifs de développement

pour le Millénaire, il est crucial que les femmes présentent leurs points de vue, à leurs Gouvernements d'abord, car ils créent les politiques et les stratégies. Les femmes doivent aussi continuer à encourager leur gouvernement à adopter une aide au développement ventilée par sexe, en termes de qualité et de quantité. Des études ont d'ores et déjà indiqué que si l'on veut atteindre les objectifs de la Déclaration du Millénaire, il faudrait augmenter l'APD d'environ 50 milliards de dollars américains par an.²³ Et, en travaillant au niveau systémique aux fins de restructurer l'architecture économique, les femmes doivent aider à faire en sorte que tant les politiques que l'assistance financières soient orientées vers les droits de l'homme et la durabilité.

Pour faire le suivi des progrès des objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire, l'ONU a lancé une initiative reposant sur la recherche, l'information et des campagnes pour galvaniser la coordination et l'échange. Le Projet d'analyse pour le Millénaire com-

Elargir le débat sur la Taxe Tobin mondiale PAR GIGI FRANCISCO

EXTRAIT DE "EXPANDING THE DEBATE ON GLOBAL TOBIN TAX"; DAWN INFORMS; MARS 2002.

Parmi ceux aspirant à une réforme du système financier mondial, le débat autour de la taxe Tobin proposée (également connue comme la taxe sur les transactions monétaires), une taxe sur les mouvements multilatéraux pour réduire la spéculation monétaire, s'est élargi pour inclure des négociations sur les régulations et les contrôles nationaux des mouvements de capitaux. Une telle tendance renforce, au lieu de diminuer, l'importance vitale de la proposition. Les discussions autour de la régulation nationale des flux de capitaux révèle les dimensions importantes de la façon dont les Gouvernements traitent aussi bien les flux indésirables que les revenus accrus issus des opérations financières.

Aujourd'hui, il existe une prise de conscience accrue de l'opinion publique quant au fait que la régulation des flux de capitaux est un choix politique légitime dans l'architecture financière actuelle, malgré l'objection actuelle du FMI aux mesures régulatrices. Une forte volonté politique de la part des Gouvernements serait nécessaire pour mettre en place des politiques économiques autonomes

et pour surmonter la censure du FMI.

L'analyse de la faisabilité et de la désirabilité des contrôles des capitaux nationaux a abouti à une reconnaissance accrue de la nécessité d'une coordination entre les pays, ce qui diminuerait la pression pour des réductions compétitives des taux de la taxe, qui forcent les pays à abroger les régulations déjà en place.

A cet égard, il y a lieu de citer le cas du Chili: qui a été obligé de supprimer son exigence de dépôt sans intérêt sur les avoirs à court terme pour concurrencer d'autres pays pour les investissements étrangers, après la crise financière asiatique.

Une telle coordination a pu être instituée au niveau régional, où existaient déjà des réseaux et associations de pays. Des groupes de nations pouvaient envisager un cadre réglementaire limité des mouvements de capitaux pour leur avantage collectif. Des méthodes alternatives de coopération entre les économies en développement sont devenues vitales, au vu du processus de prise de décisions décevant et non démocratique des mécanismes mondiaux de gouvernance.

La taxe nationale sur les flux et les avoirs financiers pouvait s'appliquer tant aux avoirs financiers nationaux qu'aux étrangers,

supprimant de la sorte la discrimination locale contre le financement étrangers et augmentant les revenus nationaux si nécessaire. Les avoirs financiers et les entreprises financières—qu'elles soient étrangères ou locales—peuvent tous les deux agir imprudemment et tirer avantage des faibles mécanismes régulateurs du Sud, et il faudrait que les Gouvernements traitent d'une manière plus efficace avec leurs propres élites et entreprises financières. Avec la taxe nationale, le débat sur l'utilisation du revenu est plus proche des femmes et des hommes qui sont directement affectés par la pauvreté, par la dégradation de l'environnement et par les crises économiques déclenchées par un comportement financier non réglementé et non responsabilisé. Une volonté politique dans l'application et le maintien d'une politique de taxation pourrait être consolidée par un engagement clair en faveur des gains sociaux. Les finances publiques doivent commencer à accorder la priorité à la pauvreté chronique et au sous-financement des besoins élémentaires de la population.

Beaucoup d'ONG et de mouvements sociaux, y compris Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN),

plaignent d'ores et déjà pour que le revenu issu de la taxe Tobin (mondial ou national) soit consacré à l'éradication de la pauvreté et à la réalisation des objectifs de développement social.

DAWN met l'accent sur l'objectif d'appuyer une reproduction sociale basée sur le respect des droits de la femme et sur la promotion de l'égalité entre les sexes, en particulier dans les régions et dans les pays les plus pauvres.

Gigi Francisco (Philippines) est la Coordinatrice régionale de DAWN pour l'Asie du sud-est (vérifier)

prend dix équipes spéciales couvrant un large éventail de sujets visant à des pratiques et à des politiques novatrices. Les Bureaux de pays du Programme des Nations Unies pour le Développement, en collaboration avec les autorités nationales, le secteur privé et la société civile, compileront les rapports de pays détaillant les acquis et les obstacles. Une campagne pour le Millénaire, conduite essentiellement par la société civile tant au niveau national que mondial, cherchera à recueillir un large appui politique et public, mais il est également vital d'intégrer les perspectives et la représentation des femmes dans ce processus critique. Les femmes devront en outre développer des processus de contrôle indépendants afin de s'assurer qu'on répondra pleinement à leurs besoins.

2. RESTER ENGAGÉS, DONNER UN SENS

L'initiative de l'ONU invite spécifiquement à un engagement de la société civile, et il est crucial que les femmes y participent, ainsi que dans le suivi des activités de l'ONU en général. Une participation active conduit à une transparence et à une responsabilisation accrues, et à l'inclusion de la société civile dans tous les domaines de la prise de décisions. Contrairement aux institutions de Bretton Woods (IBW) et à l'OMC, l'ONU est relativement ouverte aux ONG, (même si certains militants commencent à mettre en cause le degré réel de leur accès à la prise de décision à l'ONU, au vu des restrictions que certains gouvernements ont cherché à leur imposer lors des récentes conférences).

Tant à Monterrey qu'à la première rencontre dans le cadre du processus de suivi, la réunion d'avril 2002 entre le Conseil économique et social et les IBW, les représentants des ONG ont noté qu'en dépit du fait qu'ils prononcent des discours et prennent part aux discussions, leurs contributions ne pesaient pas lourd. Ainsi, les synthèses des débats durant les tables rondes, par exemple, contenaient rarement les interventions de la société civile. La rhétorique autour de la signification de la participation des ONG est plus commune.

Les femmes ont appelé en particulier à explorer les moyens des donner plus de sens aux apports des ONG, car pour beaucoup d'ONG féminines, les obstacles institutionnels ne sont qu'une partie d'une série de barrières à la participation, en commençant par des niveaux faibles de ressources financières et humaines vue. La participation des femmes dans la prise de décisions économiques limite aussi la portée de l'attention accordée aux femmes et à leurs positions. Cette tendance continue, en dépit des accords internationaux variés appuyant une représentation sur un même pied d'égalité.

C'était évident à Monterrey, où les références aux changements systémiques ou à l'analyse basée sur la différence entre les sexes, qui constitueraient une réelle différence pour la femme, étaient absentes du document final. Les femmes ont été profondément déçues par le "consensus" qui a émergé, en particulier au vu de leur participation dévouée, tout au long des deux années du processus préparatoire. Pendant que les militants mettent au point de nouvelles stratégies pour continuer à travailler sur le financement du développement, sur les objectifs de développement énoncés dans la

Déclaration du Millénaire et sur le suivi des débats de l'ONU en général, il faudrait également procéder à une évaluation continue de l'impact de ce travail. Les femmes disposent d'un savoir et d'une expérience, et il serait impossible d'atteindre ces objectifs sans leur participation éclairée.

3. MAINSTREAMING DU GENRE

En dépit des longues luttes actuelles des femmes encourager les gouvernements à adopter une approche qui tienne compte des questions sexo spécifiques quant à la prise des décisions macro-économique, les femmes continue à être représentée en proportion infime, et se termine par peu, voire aucune reconnaissance de la différence entre les sexes, donnant lieu à des stratégies et à des plans d'action préjudiciables aux femmes et aux efforts d'éradication de la pauvreté.

Les femmes ont réclamé une incorporation et une intégration des analyses différenciées par sexe dans toutes les sphères de prise de décisions économiques, elles ont mis les Gouvernements au défi de

reconnaître les rôles et les contributions de la femme dans les économies nationales au-delà du niveau microéconomique. Bien que les initiatives de microcrédit soient des mesures importantes dans l'élargissement des ressources et des capitaux des femmes, celles-ci ne peuvent, à elles seules, éliminer les obstacles que les femmes doivent surmonter pour accéder aux marchés et aux ressources financières. Les politiques macroéconomiques relatives aux accords commerciaux et aux prêts, à l'agro-industrie, à la distribution foncière et à l'administration des taxes, doivent incorporer une prise en considération des implications par sexe.

Un point de départ important pour commencer à intervenir en faveur de politiques soucieuses de l'égalité entre les sexes consisterait à contrôler ce que les différents acteurs macroéconomiques ont promis de faire, ce qu'ils prétendent faire, et ce qu'ils font effectivement. Les activités de contrôle et de suivi conduites par les femmes se sont accélérées après la conférence de Beijing (1995), mais il serait nécessaire à présent de coordonner ces efforts d'une manière plus cohérente (voir "Agissez!" page 33).

Le suivi de l'application des mesures nécessaires à la réalisation des objectifs de développement contenus dans la Déclaration du Millénaire offre aux militantes une opportunité sans pareil de faire pression sur les Gouvernements et sur les institutions internationales afin d'intégrer la différence entre les sexes, en établissant des indicateurs et des mécanismes qui révèlent l'ampleur réelle de l'impact des politiques macroéconomiques sur les femmes et sur les filles.

4. VENTILER LES CHIFFRES

Un instrument nécessitant une attention accrue est l'élaboration de données ventilées par sexe en tant qu'indicateur de l'égalité entre les sexes. Sans ce type de données, il n'est pas possible de mesurer et de contrôler l'impact fiscal et économique des politiques sur les femmes, par rapport aux hommes.

Sur le marché du travail, par exemple, les chiffres ventilés par

Les femmes demandent une intégration et des analyses différenciées par sexe dans toutes les prises de décisions économiques, et la reconnaissance de la part des Gouvernements de leurs contributions vitales aux économies nationales, au-delà du niveau microéconomique.

sexe pourraient aider à accroître les chances des femmes d'obtenir des emplois et des services financiers en canalisant les fonds publics vers les capacités économiques des femmes et en garantissant leurs droits. Pour les Gouvernements qui essaient d'accroître la croissance économique dans des conditions sociales responsables, ces données sont essentielles, et devraient être appliquées aux analyses des politiques à tous les niveaux, national, provincial et local.²⁴

5. ANALYSER LES BUDGETS PAR SEXE

Depuis la conférence de Beijing, les femmes se sont étroitement concentrées sur l'importance des approches soucieuses de la parité entre les sexes dans les allocations budgétaires. Les budgets ventilés par sexe examinent l'impact des politiques gouverne-

Les initiatives budgétaires ventilées par sexe aident les activistes à responsabiliser leurs Gouvernements en liant les dépenses aux engagements pris quant aux droits de la femme et à l'égalité entre les sexes.

mentales sur les femmes et sur les filles, par rapport aux hommes et aux garçons, dans n'importe quel groupe socioéconomique donné. Les budgets nationaux revêtent une importance majeure car ils indiquent la façon dont le gros des ressources publiques est mobilisé et distribué, et la façon dont les gouvernements s'acquittent de leurs responsabilités économiques et sociales.²⁵

En reliant les dépenses aux engagements pris par les Gouvernements quant aux droits des femmes et à l'égalité entre les sexes, les initiatives de budgétisation par sexe aident les femmes à responsabiliser les Gouvernements. Dans l'idéal, les budgets nationaux aspirent à éradiquer la pauvreté et à remédier aux inégalités dans la distribution des ressources, et les budgets répartis par sexe sont une étape cruciale pour calculer si oui ou non ceci est en train de se produire. Les pays

Mettre le pouvoir aux mains des communautés PAR DEVAKI JAIN

EXTRAIT DE "IN SEARCH OF EQUITABLE AND JUST DEVELOPMENT: A ROUND TABLE ON 'FINANCING FOR DISTRICT LEVEL DEVELOPMENT,'" 19 MAI 2001, INDE.

Il existe un appui grandissant, dans certains milieux, en vue de remettre le pouvoir, surtout pour ce qui a trait aux décisions financières, au niveau local. Si le pouvoir de recueillir, de dépenser et d'administrer les financements est développé, il pourrait constituer un processus plus efficace et brasser des sommes plus substantielles que lorsque l'argent provient des Etats ou des ministères. Le fait de savoir où va l'argent stimulera une collecte des revenus, localement. Comme les ressources nationales et internationales destinées au développement social s'amenuisent, les représentants des pouvoirs locaux sont dans une position idéale pour comprendre les besoins de leurs communautés et comment y répondre au mieux.

L'idée de développer des ressources nationales aux fins du développement est vigoureusement et fréquemment suggérée, y compris par certains groupes

internationaux. Ainsi, le Comité de haut niveau des personnes éminentes, établi par le Secrétaire général de l'ONU pour la Conférence internationale sur le financement du développement, a pris cette position. Les personnalités sont d'avis que trop de dépendance vis-à-vis de l'aide publique au développement ainsi que l'emprunt sont malsains, portent atteinte à la souveraineté et créent une dépendance et un endettement, en sus de la possibilité que de tels financements risquent de ne pas venir dans les prochaines décennies.

La Conférence sur le Financement du Développement a également posé des jalons pour réclamer un espace pour l'ONU dans la gouvernance économique internationale, une alternative économique plus démocratique au système actuel dirigé par les pays développés, sous la tutelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Cet appel suscite de l'espoir car il soutient la croyance selon laquelle que le fait de réduire la dépendance vis-à-vis des pays les plus riches, et un certain degré d'autosuffisance, conduisant à une plus grande souveraineté.

Plusieurs grandes figures du monde des finances, de la planification et de la politique ont fermement appuyé ce point de vue, notamment Manmohan Singh, ancien secrétaire au ministère des Finances de l'Inde, le défunt Arun Ghosh, ancien membre de la Commission de planification de l'Inde, et feu Julius Nyerere, ex-président de la Tanzanie.

Un autre argument favorable au développement des pouvoirs locaux en vue de recueillir et de dépenser des financements est qu'il ne s'agit plus d'une alternative. La gestion macroéconomique en vigueur ne fonctionne plus. Il existe un immense potentiel si on débride les énergies disponibles chez les personnes - mais ceci ne peut être fait que si les organisations locales disposent d'un espace et d'un enjeu dans le processus.

En Inde, la dévolution a une dimension légale, en plus des raisons d'ordre idéologique et pratique. La Constitution indienne a édicté des formes locales de gouvernance - même si cela n'a pas été absorbé par la conscience de nos dirigeants politiques, qu'ils soient ministres d'Etats ou ministres du

Développement rural ou des Finances.

Le Comité directeur national pour l'émancipation de la femme et le développement de l'enfant, une initiative de la Commission de planification de l'Inde, a fortement suggéré que les institutions locales d'autogouvernement soient utilisées comme canaux pour la formulation et l'exécution des plans de développement. Il a aussi encouragé à la mise sur pied de comités de femmes, composés de représentantes élues. Avec un soutien adéquat, elles peuvent concevoir, exécuter et faire le suivi de plans, nouveaux et appropriés, destinés à améliorer leurs communautés, au lieu de simplement mettre en oeuvre ceux existants et venus de haut.

Devaki Jain (Inde) est co-fondatrice de l'Institute of Social Studies Trust, New Delhi, et de DAWN.

ayant mené à bien des initiatives budgétaires soucieuses de la différence entre les sexes ont d'ores et déjà commencé à en tirer profit,²⁶ car une telle pratique aide à supprimer les contraintes de la macroéconomie basée sur le sexe, au bénéfice de toute la société. Le résultat de la croissance économique et du développement humain augmente simultanément d'une manière qui continue à favoriser l'autonomisation de la femme.²⁷

6. S'OUVRIR SUR LE MONDE

Les stratégies de divulgation jouent un rôle important dans les efforts de liaison entre les femmes, les organisations de la société civile et les décideurs. Les initiatives futures doivent promouvoir des politiques économiques durables et soucieuses de la parité entre les sexes, améliorer l'alphabétisation économique des groupes féminins et du public en général, et promouvoir la participation de la femme dans la prise de décisions économiques. Il faudrait également déployer des efforts en vue de former les décideurs quant aux rôles critiques que les droits économiques de la femme jouent dans l'économie au sens large, et améliorer les données ventilées par sexe.²⁸ Ces activités ne doivent pas être uniquement conduites au niveau local, mais également au sein des institutions financières et commerciales internationales (Banque mondiale, FMI et OMC), et des Nations Unies, par le biais des processus de suivi de la conférence sur le financement du développement.

Conclusion

Les femmes ont toujours été en première ligne dans la défense des alternatives au cadre néolibéral actuel. Le contrôle, l'intégration d'une approche sexospécifique, la ventilation des données, les initiatives budgétaires attentives à la différence entre les sexes, les stratégies de divulgation à multiples facettes, la participation, les recommandations de politiques et une pression continue en faveur de nouvelles approches, sont autant de voies empruntées par les femmes pour transformer la théorie et la pratique économiques en vigueur.

Alors que des alternatives sont sur la table, le mouvement féminin doit se consolider en vue d'inciter les Gouvernements à agir pour un monde meilleur. Il est nécessaire de bâtir et d'établir continuellement des ponts entre les organisations et les réseaux de femmes, à l'intérieur et entre les régions, et de devenir chaque fois plus pluridisciplinaires, tissant l'intervention des femmes en faveur d'une justice économique à travers une expertise dans les secteurs des droits de l'homme, de l'environnement et de la politique. Grâce à leurs riches expériences et à leurs stratégies approfondies issues d'une compréhension étendue de la durabilité, de l'égalité et des droits de l'homme, les femmes ont un rôle unique à jouer dans la création d'un paradigme de développement qui ne soit pas compromis par l'omnipotence du marché.

Nadia Johnson est Associée du Programme de WEDO pour la justice sociale

Notes

¹ Elson, D. and Cagatay, N. "The Social Content of Macroeconomic Policies." *World Development*. Vol. 28, No. 7. p. 1347.

² Antrobus, P. and Christiansen-Ruffman, L. "Women Organizing Locally and Globally: Development Strategies, Feminist Perspectives." *Feminists Doing Development*. Zed Books. Londres et New York. 1999. p.183.

Agissez!

Tout au long de la conférence sur le financement du développement, les femmes ont mis en exergue quelques uns des problèmes économiques et sociaux affectant nos existences, et ont suggéré des stratégies et des alternatives pour transformer la mondialisation. En nous fondant sur la recherche développée et sur nos interventions durant le processus conduisant à Monterrey, voici plusieurs moyens concrets pour concrétiser nos idées dans le contexte des efforts tendant à promouvoir l'égalité entre les sexes et la justice sociale, tant sur le front national qu'international.

Niveau de pays:

- **Effectuer à l'inclusion** de tous les secteurs de la société civile, des femmes en particulier, dans la formulation et l'exécution des politiques financières, fiscales et commerciales.
- **Conduire et disséminer une recherche** et une analyse sexospécifique des politiques macroéconomiques relatives à la taxation, au commerce, aux dépenses publiques, à l'investissement et aux politiques financières.
- **Organiser des séminaires** d'alphabétisation économique, et plusieurs audiences publiques pour s'assurer que les préoccupations concernant les droits et la capacité économiques de la femme soient prises en compte dans tous les forums nationaux de prise de décisions.
- **Développer une analyse** sexospécifique des budgets locaux, nationaux et provinciaux et des politiques de taxation en vue de restructurer une collecte et une allocation des fonds publics orientées vers la promotion des droits et des capacités économiques de la femme, et vers une parité entre les sexes dans la gouvernance et le leadership.
- **Intervenir en faveur d'un processus** d'arbitrage transparent pour négocier l'annulation de la dette, garantissant que les pertes et les profits soient partagés sur un pied d'égalité, et élaborer des politiques éthiques de prêt et d'emprunt pour prévenir de futures crises de la dette.
- **Recueillir des données ventilées par sexe**, identifier et réduire les fossés en matière d'information, y compris sur le travail non rémunéré.
- **Effectuer une autre recherche** sur l'égalité entre les sexes et l'élimination de la pauvreté en tant que biens publics mondiaux.
- **Bâtir des liens entre les groupes** féminins à travers tous les niveaux, national, régional et mondial.

Niveau mondial:

- **Souligner le rôle majeur de l'ONU** pour remédier au manque de démocratie et de transparence institutionnelle des institutions de Bretton Woods et de l'OMC, et encourager à une participation accrue des défenseurs des droits de la femme à l'ONU.
- **Surveiller les conditions**, les politiques et les institutions économiques mondiales pour qu'elles atteignent les objectifs mondiaux de développement, notamment l'éradication de la pauvreté et l'égalité entre les sexes, comme énoncés dans la Charte de l'ONU, dans la Déclaration du Millénaire et dans toutes les conférences de l'ONU de la décennie écoulée. (À suivre page 34)

- **Créer un groupe de suivi pour mettre** au point une approche de suivi plus coordonnée des négociations collectives des principales parties prenantes internationales (l'ONU, la Banque mondiale, le FMI et l'OMC), de promotion effective d'une élaboration des politiques plus concrète, cohérente et sexospécifique et l'intégration d'une démarche attentive à la différence entre les sexes dans l'ensemble des opérations institutionnelles.
- **Procéder à un examen sexospécifique** (parallèle aux Examens de la politique commerciale, de l'OMC des négociations et des traités commerciaux bilatéraux, régionaux et internationaux, dans le but d'identifier les discriminations fondées sur le sexe en termes d'accès aux ressources productives, de niveaux du revenu, de sécurité de l'emploi, de droits des travailleurs et des fardeaux du travail non rémunéré.
- **Elaborer un cadre global et soucieux** de la différence entre les sexes qui améliore l'évaluation de l'impact social des flux financiers comme partie intégrante de toute planification de la stabilité financière internationale.
- **Plaider en faveur de l'adoption d'une Convention de l'ONU** sur la responsabilité des entreprises, comportant des accords juridiquement contraignants, et rétablir le Centre de l'ONU sur les sociétés transnationales avec un mandat élargi et les ressources nécessaires pour surveiller et remédier aux violations commises par les entreprises.
- **Promouvoir l'établissement d'un code standard** de conduite pour les investissements étrangers directs et pour les sociétés transnationales qui soit transparent, équitable et applicable, et qui inclue une attention aux perspectives sexospécifiques et à d'autres questions d'équité sociale.
- **Plaider en faveur d'un système de transferts obligatoires** des régions riches aux régions les plus pauvres du monde pour inclure la TTM, la taxation mondiale du carbone, et faire en sorte que ces fonds soient alloués à travers des schémas mondiaux de financement orientés vers l'autonomisation des femmes et vers les besoins des femmes les plus paupérisées.
- **Inciter à la suppression des politiques d'ajustement structurel** qui servent les intérêts des pays développés en nuisant à la durabilité et à la croissance dans les économies en développement et en transition.
- **Soutenir la recherche sur les dimensions sexospécifiques des politiques macroéconomiques**, sur les approches recommandées aux fins de l'intégration d'une démarche soucieuse de la différence entre les sexes, de l'égalité entre les sexes et de l'éradication de la pauvreté en tant que biens publics mondiaux, sur le rapport entre le financement du développement et la réalisations des objectifs énoncés dans le Programme d'action de Beijing et dans la Déclaration du Millénaire
- **Appuyer une représentation et une participation** de la

³ Johnson, N. "Systemic Issues: Women's Consultation Briefing Paper." février 2002. New York.

⁴ Division de l'ONU pour la promotion de la femme, Département des affaires économiques et sociales. 1999 *Etude mondiale sur le rôle de la femme dans le développement*, New York. 1999. p.21.

⁵ Ibid. p. 53.

⁶ Ibid. p. 54.

⁷ Johnson, N. "Systemic Issues: Women's Consultation Briefing Paper." février 2002. New York.

⁸ Ibid. p. 193.

⁹ Johnson, N. "Mobilizing Domestic Resources: Women's Consultation Briefing Paper." septembre 2001. New York.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Goodson Foerde, J. "Mobilizing International Resources: Women's Consultation Briefing Paper." septembre 2001. New York.

¹² Williams, M. and Riley, M. "Trade: Women's Consultation Briefing Paper." septembre 2001. Washington, DC.

¹³ Kerr, J. "Official Development Assistance: Women's Consultation Briefing Paper." septembre 2001. Canada.

¹⁴ Lerner, G.; Lozada, R.; and Torres, V. "Debt: Women's Consultation Briefing Paper." septembre 2001. New York et Philippines.

¹⁵ Département de l'information du public, ONU, Programme d'action et Déclaration de Beijing, New York. 1996. Par.47.

¹⁶ Ibid. Para.58.

¹⁷ *Conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement, le Consensus de Monterrey*. A/CONF/198. 1er mars 2002. Par.64.

¹⁸ WEDO. Fiche signalétique de WEDO "Les femmes dans la prise de décisions: "Les chiffres parlent d'eux-mêmes", New York. 2002.

¹⁹ Bakker, I. "The New Global Architecture, Gender and Development Practices." *Feminists Doing Development*. Zed Books. Londres et New York. 1999. p.214.

²⁰ Zeitlin, J. and Johnson, N. "Women Push Their Development Demands on the Financing Front." *Social Watch Report 2002*. Montevideo, Uruguay. 2002. p.75.

²¹ Déclaration des Nations Unies pour le Millénaire. Par. 20.

²² Ibid. Par. 25.

²³ *Rapport sur le rapport Zedillo au Secrétaire général*. Nations Unies. 26 Juin 2001. A/55/1000. Shantayanan, D., Miller, M., and Swanson, E. Les coûts pour atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire. Banque mondiale. février 2002.

²⁴ Office of the Special Advisor on Gender Issues, UN Department of Economic and Social Affairs. *Gender Mainstreaming: An Overview*. Nations Unies. New York. 2002.

²⁵ Conference Communiqué: "Towards Gender-Responsive Budgeting." Bruxelles. 17 octobre 2001.

²⁶ UNIFEM, Secrétariat du Commonwealth, IDRC. "Gender Budget Initiatives."

²⁷ Budlender, D.; Elson, D.; Hewitt, G.; and Mukhopadhyay, T. *Gender Budgets Make Cents*. Commonwealth Secretariat. Londres. 2002. p. 43.

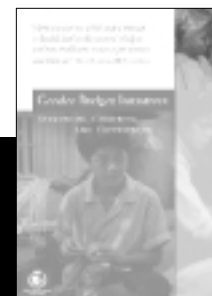
²⁸ Office of the Special Advisor on Gender Issues, UN Department of Economic and Social Affairs. *Gender Mainstreaming: An Overview*. Nations Unies. New York. 2002.

Financing for Development Gender Policy Briefing Kit

Télécharger: www.wedo.org

Gender Budget Initiatives: Strategies, Concepts and Experiences

www.unifem.undp.org



Ressources

Organisations non gouvernementales (ONG)

African Women's Economic Policy Network (AWEPON)

P.O. Box 14123
Church of Uganda, Kampala
Uganda
Tél: (256 4) 127-0218
Fax: (256 4) 125-0922
awepon@africaonline.co.ug

Association for Women's Rights in Development (AWID)

96 Spadina Ave., Suite 401
Toronto, ON, Canada M5V 2J6
Tél: (416) 594-3773
Fax: (416) 594-0330
awid@awid.org
www.awid.org/

Center of Concern

1225 Otis St., NE
Washington, D.C. 20017
Tél: (202) 635-2757
E-mail:mriley@coc.org
www.coc.org/

Development Alternatives With Women for a New Era (DAWN)

PO Box 13124, Suva, Fiji
Tél/Fax: (679) 314-770
admin@dawn.org.fj
www.dawn.org.fj/

InterAction

1717 Massachusetts Ave., NW
Suite 701
Washington, D.C. 20036
Tél: (202) 667-8227
Fax: (202) 667-8236
ia@interaction.org
www.interaction.org

International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU)

United Nations Office
211 E. 43rd St., Suite 710
New York, NY 10017, USA
Tél: (212) 370-0180
Fax: (212) 370-0188
icftuny@igc.org
www.icftu.org

International Gender and Trade Network (IGTN)

1225 Otis Street, NE
Washington, DC 20017
Tél: (202) 635-2757 ext. 115
Fax: (202) 832-9494

secretariat@coc.org
www.genderandtrade.net/
(Visiter le site Internet pour les contacts régionaux en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes, en Europe, en Amérique Latine, en Amérique du Nord et dans le Pacifique).

International Institute for Cooperation Amongst Peoples (IICP)

Apdo. 2372 Centro de Gobierno
San Salvador, El Salvador, C.A.
Tél/Fax: (503) 278-3069
sigloxxiii@hotmail.com

Jubilee South-Philippines

54-C Mapagbigay Street
Central District
Quezon City, Philippines
Tél/Fax: (63 2) 929-3134
jubileesouth@skynet.net
http://jubileesouth.net

KULU: Women and Development

Borgergade 14, 2.th
1300 Copenhagen K
Denmark
Tél: (45 3) 315-7870
Fax: (45 3) 332-5330
kulu@kulu.dk
www.kulu.dk/

Liberal Society Institute

16 I. Klimenko #32 m/b 193
Kiev 03110, Ukraine
Tél: (380.44) 277-9970
Fax: (380 44) 229-5514
LiberalInst@ukr.net

Red de Educacion Popular Entre Mujeres (REPEM)

Colonia 2069
Montevideo 11200, Uruguay
Tél: (589 2) 40-6994
Fax: (589 2) 49-2343
ipru@chasque.apc.org

South Asia Watch

Punjab University
Arts Block-IV
Chandigarh 160014, India
Tél: (91 17) 254-1819
Fax: (91 17) 254-1409
pam@pu.ac.in

Women's Eyes on the Multilaterals-Latin America

Calle Chapultepec #257-B
Creel, Chihuahua 33200
Mexico

Tél: (52 635) 456-0134
Fax: (52 635) 456-0078
alcadeco@prodigy.net.mx

Women's International Coalition for Economic Justice (WICEJ)

12 Dongan Place #206
New York, NY 10040, USA
Tél: (212) 304-9106
Fax: (646) 349-2195

info@wicej.org
www.wicej.addr.com

World Council of Churches

PO Box 2100
1211 Geneva 2, Switzerland.
Tél: (41 22) 791-6111.
Fax: (41 22) 791-0361.
info@wcc-coe.org.
www.wcc-coe.org/

Lire encore...

Télécharger ce qui suit sur le site www.wedo.org

Documents:

- Women's Consultation Recommendations
- Women's Consultation Briefing Papers (disponible en espagnol)
- Is the FfD Investing in Women?
- Report from the Day of Dialogue on Gender and Financing for Development
- Financing for Development Gender Policy Briefing Kit

Interventions:

- Women's Declaration of the Global Forum, NGO Global Forum, 03/14-16/02
- An Equitable World is Possible and Necessary Women at the FfD Declare, Statement by the Women's Caucus 03/19/02
- Women's Caucus Statement on Partnerships, Table ronde ministérielle, 19/03/02
- Women's Caucus Statement on Looking Ahead, Table ronde du Sommet, 21/03/02

...et encore

Contactez la maison de publication pour la disponibilité et pour commander des copies.

- "Introduction: Gender, Adjustment and Macroeconomics" By Nilufer Cagatay, Diane Elson, and Caren Grown (*World Development*, Vol. 23, No. 11, 1995)
- "Financial Crisis, Gender and Power: An Analytical Framework" By Maria Floro and Gary Dymski (*World Development* Vol. 28, No. 7, 2000)
- "Introduction: Growth, Trade, Finance and Gender Inequality", par Caren Grown, Diane Elson and Nilufer Cagatay (*World Development*, Vol. 28, No. 7, 2000)
- Social Watch Report 2002 (No. 6, 2002)
- *Progress of the World's Women 2000: UNIFEM Biennial Report (2000)*
- *The World's Women 2000: Trends and Statistics*. Département de l'ONU des affaires économiques et sociales (2000).

Institutions

Banque mondiale

Siège:
1818 H Street, N.W.
Washington, DC 20433 U.S.A.
Tél: (202) 473-1000
Fax: (202) 477- 6391
www.worldbank.org

Bureaux régionaux:

- Afrique subsaharienne
<http://wbln0018.worldbank.org/afr/afr.nsf>
- Asie de l'Est et Pacifique
<http://lnweb18.worldbank.org/eap/eap.nsf>
- Europe et Asie centrale
<http://lnweb18.worldbank.org/eca/eca.nsf>
- Amérique latine et Caraïbes
wbln0018.worldbank.org/external/lac/lac.nsf
- Moyen-Orient et Afrique du Nord
<http://lnweb18.worldbank.org/mna/mena.nsf>
- Asie du sud
<http://lnweb18.worldbank.org/sar/sa.nsf>
- Centres d'information du public/ Banque mondiale
www.worldbank.org/infoshop/picworld.htm

Fonds monétaire international (FMI)

- Siège:
700 19th Street, N.W.
Washington, D.C 20431
Tél: (202) 623-7300
Fax: (202) 623-6278
publicaffairs@imf.org
www.imf.org
- Bureau en Europe
64-66, Avenue d'Iéna
75116 Paris, France
Tél: (33 1 4) 069-3070
Fax: (33 1 4) 723-4089
 - Bureau à Genève
58, Rue de Moillebeau
1209 Genève, Suisse
Tél: (41 22) 918-0300
Fax: (41 22) 918-0303
 - Bureau régional du FMI pour l'Asie et le Pacifique
21st Floor, Fukokuseimei Building
2-2-2 Uchisaiwaicho
Chiyoda-ku, Tokyo 100-0011, Japan

Tél: (81 3 3) 597-6700
Fax: (81 3 3) 597-6705

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Centre William Rappard
Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 21
Suisse
Tél: (41 22) 739-5111
Fax: (41 22) 731-4206
enquiries@wto.org
www.wto.org

Organisation des Nations Unies (ONU)

- www.un.org
- *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)*
Palais des Nations
1211 Genève 10
Suisse
Tél: (41 22) 907-5890
Fax: (41 22) 907-0653
www.unctad.org
ers@unctad.org
 - *Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)*
One United Nations Plaza
New York, NY 10017, USA
Tél: (212) 906-5558
Fax: (212) 906-5364
www.undp.org
 - *UN Economic Commissions for Asia and the Pacific (ESCAP)*
The United Nations Building
Rajadamnern Nok Avenue
Bangkok 10200
Thailand
Tél: (66 2) 288-1234
Fax: (66 2) 288-1000
www.unescap.org
 - *UN Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC)*
Av. Dag Hammarskjöld s/n
Vitacura,
Santiago de Chile
Postal Address: Casilla de Correo 179-D, Santiago de Chile
Tél: (56 2) 210-2000 / (56 2) 208-5051
Fax: (56 2) 208-0252
www.eclac.cl/
 - *UN Economic Commission for Africa (ECA)*
P.O. Box 3001, Addis Ababa, Ethiopia
Tél: (251 1) 517-200

Cable: ECA ADDIS ABABA
Fax: 251-1-51-44-16 (Addis Ababa)
1- 212-963 4957 (New York)
ecainfo@uneca.org
www.uneca.org/

- *Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA)*
P.O. Box 11-8575, Riad el-Solh Square
Beirut, Lebanon
Tél: (961) 198-1301
Fax: (961) 198-1510
Satellite Tel via NY HQ: (212) 963-9731
Satellite Fax via NY HQ: (212) 963-9732
www.escwa.org.lb/
- *UN Economic Commission for Europe (ECE)*
UN Economic Commission for Europe
Information Service
Palais des Nations
CH - 1211 Geneva 10
Switzerland
Tél: (41 22) 917-4444
Fax: (41 22) 917-0505
info.ece@unece.org
www.unece.org/

Inter-American Development Bank
1300 New York Avenue, NW
Washington, DC 20577, USA

Tél: (202) 623-1000
www.iadb.org

Asian Development Bank

Siège:
6 ADB Avenue,
Mandaluyong City
0401 Metro Manila, Philippines
Tél: (632) 632-4444
Fax: (632) 636-2444

- *Adresse Postale:*
P.O. Box 789
0980 Manila, Philippines
www.adb.org/
information@adb.org

Groupe de la Banque africaine pour le développement

Rue Joseph Anoma
01 BP 1387 Abidjan 01
Côte d'Ivoire
Tél: (225 2) 020-4444
Fax: (225 2) 020-4959
afdb.org
www.afdb.org/

The European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)

One Exchange Square
London EC2A 2JN
United Kingdom
Tél: (44 207) 338-6000
Fax: (44 207) 338-6100
generalenquiries@ebrd.com
www.ebrd.com/

Pour en savoir plus: téléchargement des données sur la conférence du financement du développement

Site officiel de la conférence des Nations Unies sur le financement du développement:

- <http://www.un.org/esa/ffd/>

Liens de la société civile:

- <http://www.ffdforglobal.org/>
- <http://www.un.org/esa/ffd/civilsociety>

Base de données pour la recherche sur la politique du financement du développement:

- <http://esa.un.org/ffd/policydb/>

Documents de l'Association danoise des Nations Unies:

- <http://www.una.dk/ffd/>